Numéro 809 **juin-juillet 2020**



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR **PIERRE MONATTE** EN 1925

Dans ce numéro :

La Révolution Prolétarienne
Directeur : Stéphane JULIEN
ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Quentin Dauphiné, Stéphane Julien, Benoît Kermoal, Christian Mahieux, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par :
Les Amis de la Révolution prolétarienne
Trimestriel. Abonnement : 23 euros
Commission paritaire n° 0321 G 87832
contact : redactionrp@gmail.com

Prix : 5,80 euros

Une épidémie sous capitalisme

L'épidémie virale a révélé l'impréparation des gouvernants et la pertinence des cris d'alarme de la coordination hospitalière l'année dernière quant au dépeçage des moyens, mais aussi les mises à l'arrêt ou au ralenti des recherches au niveau international, et toujours pour des raisons budgétaires. Le confinement a été une expérience tout à fait inédite, souvent anxiogène. Tout le monde n'a pas un petit jardin, de nombreux confinements en ville ont été vécus dans quelques mètres carrés, dans la promiscuité ou dans la solitude. Certains ont dû aller travailler la peur au ventre, avec une protection la plupart du temps insuffisante. Des camarades sont d'ailleurs tombés, comme Aïcha Issadounène, déléguée CGT du Carrefour de Saint-Denis; Cyrille Boulanger, agent de sécurité et militant SUD à la RATP, champion de judo de la FSGT; ou Christian Ramirez, délégué SI COBAS du personnel de BRT Sedriano (près de Milan). D'autres ont vécu un télétravail envahissant, sans toujours de véritable droit à la déconnexion. D'autres enfin, surtout les plus précaires, sont au chômage. Travailler dans ces conditions, avec une caporalisation devenue encore plus insupportable, a pu être une occasion vivante de renforcer sa conscience de classe.

Le gouvernement a jugé opportun de promulguer des ordonnances permettant d'imposer des prises de jours de congé et de RTT et d'allonger la durée du travail, a suspendu un inspecteur du Travail[1], mais n'a pas jugé utile d'instaurer un moratoire des loyers. Le déconfinement a été décidé et organisé comme fait du Prince pour une reprise économique à tout prix. Les deux premières manifestations à Paris ont mobilisé à juste titre sur la défense des migrants et la lutte contre le racisme.

La période n'a pas montré un quelconque essoufflement des dérives de notre époque. Nous avons notamment eu droit au complotisme anti-chinois, ou à de nouvelles convergences rouges-brunes avec une revue qui ose sans vergogne reprendre comme titre un Front populaire qui s'était pourtant construit dans l'union antifasciste.

L'épidémie a rappelé enfin que la vie même est fragile, que la défendre tant pour soi que pour tous passe par la solidarité et l'action collective face à ceux qui nous réduisent à notre force de travail.

Stéphane JULIEN
3 juin 2020

1 Voir *L'affaire Anthony Smith* pages suivantes.

L'affaire Anthony Smith : chronique d'une suspension

Depuis le 15 avril dernier, l'Inspecteur du travail Anthony Smith est empêché d'exercer son métier par la ministre du Travail Muriel Pénicaud dans une affaire où collusion, pressions et influences impliquant un employeur, la hiérarchie de l'inspecteur et le président du Conseil départemental de la Marne illustrent la priorité du gouvernement donnée aux intérêts des acteurs économiques au détriment de la santé de millions de salarié.es.

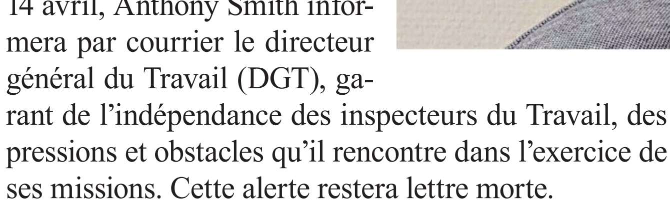
Genèse. Le 14 mars 2020, le Premier ministre annonce la fermeture dès minuit, et « *jusqu'à nouvel ordre* », de tous les « *lieux recevant du public non indispensables à la vie du pays* ». Le lendemain, dans la Marne, à Reims, des représentantes du personnel d'une association d'aide à domicile employant 300 salariés demandent à leur employeur, en écho à ce discours, de préserver leur santé et leur sécurité, en leur fournissant notamment des masques adaptés et du gel hydro-alcoolique. À partir de cette date, l'Inspecteur du travail Anthony Smith, chargé du suivi de cette association, engage un contrôle de l'application de la réglementation au sein de la structure. De mi-mars à mi-avril, il interviendra à plusieurs reprises auprès du directeur de l'association pour lui rappeler l'obligation d'évaluer et de prévenir les risques de contamination à la covid 19 sur le lieu de travail sans que les manquements constatés ne cessent pour autant. Une première fois, le 27 mars, sa hiérarchie locale lui reprochera par écrit son action.

Le 10 avril, les élus du CSE (comité social et économique fusionnant l'ensemble des instances représentatives du personnel : délégués du personnel, comité d'entreprise et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). déclenchent un droit d'alerte et 4 salariés exercent leur droit de retrait. Le 11 avril, l'inspecteur écrit à l'employeur pour l'informer de son intention, si la situation perdure, d'engager une procédure en référé devant le juge judiciaire. Quelques heures à peine après l'envoi de ce courrier, les pressions de la hiérarchie s'intensifient et l'inspecteur reçoit de sa directrice une convocation à un entretien téléphonique au cours duquel il lui sera demandé, en présence de toute la ligne hiérarchique, de « *cesser ses pratiques* » dans l'association et qui sera suivi, le soir même, d'un ultimatum de la directrice régionale fixé au 15 avril à 15 h. Parallèlement, l'inspecteur du travail sera empêché par sa hiérarchie de se rendre dans les locaux de l'association. **Mais quelles demandes de l'inspecteur du travail peuvent donc expliquer les foudres de sa hiérarchie ?** Rien qui sorte pourtant du cadre habituel des missions de l'Inspection du travail : la mise à disposition, pour les aides à domicile, de charlottes à usage unique, de surblouses, de lingettes nettoyantes, de lunettes de protection et de masques, dont, pour les interventions ne permettant pas de maintenir une distance minimale entre le salarié et le client (change, lever, coucher, aide à la toilette, aide à la prise des repas) des masques de protection FFP2 ou FFP3 qui seuls protègent par filtration des aérosols infectieux. Par son action, doit-on considérer que l'inspecteur du travail a « *méconnu de manière délibérée grave et répétée les instructions de l'autorité centrale du système d'inspection du travail concernant l'action de l'inspection durant l'épidémie de covid 19* » ? Ses demandes ont-elles « *enjoint aux employeurs des conditions de maintien d'activité non-conformes aux prescriptions des autorités sanitaires* » ? C'est pourtant ce que le ministère du Travail lui reproche dans un communiqué de presse du 16 avril annonçant l'engagement d'une procédure disciplinaire à son encontre et que la ministre ânonnera quelques jours plus tard à l'Assemblée nationale et au Sénat en réponse aux questions des parlementaires. En réalité, l'inspecteur n'a fait « que » son travail en contribuant « *à la prévention des risques professionnels ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail et des relations sociales* » (article R.8112-1 du Code du travail) et en rappelant à l'employeur que la covid-19 peut être juridiquement classée parmi les agents biologiques pathogènes entraînant l'application des dispositions du Code du travail relatives à la prévention du risque biologique (articles L.4421-1, et R.4421-1 à R.4426-13).

Influences extérieures indues. Mais pour comprendre l'emballement de cette affaire, il nous faut regarder le dessous des cartes. Car à partir du moment où l'inspecteur du travail « menace » de saisir le juge des référés, le politique entre dans l'arène et tout s'accélère. Le directeur général de l'association alerte le président du Conseil départemental de la Marne et menace de fermer la structure. Ce dernier écrit au ministère du Travail pour se plaindre de l'action de l'inspecteur du travail. La presse documentera l'intervention assumée du président du Conseil départemental pour faire obstacle au contrôle de l'inspecteur. La directrice départementale va pour sa part « *court-circuiter* » Anthony Smith en intervenant auprès de l'association sans l'en

informer. Une correspondance s'installera, toujours sans que l'inspecteur n'en soit informé, entre l'employeur et la responsable départementale de la Marne, à l'occasion de laquelle le directeur de l'association sera invité à mettre les courriers d'Anthony Smith de côté et à ne plus répondre à ses sollicitations. L'employeur sera également informé, avant l'inspecteur lui-même, de la procédure disciplinaire envisagée à l'encontre de ce dernier. Les 13 et 14 avril, Anthony Smith informera par courrier le directeur général du Travail (DGT), garant de l'indépendance des inspecteurs du Travail, des pressions et obstacles qu'il rencontre dans l'exercice de ses missions. Cette alerte restera lettre morte.


Anthony Smith



Épilogue. La suite est connue : le 15 avril, l'inspecteur dépose auprès du tribunal judiciaire sa requête sollicitant l'assignation de la structure en référé. Quelques heures plus tard, il reçoit un SMS lui indiquant sa suspension de ses fonctions à effet immédiat. Entre l'inspecteur du Travail – qui n'a fait qu'exercer ses missions de protection des salariés contre un risque potentiellement mortel, et sa hiérarchie – qui a fait obstacle à son contrôle, c'est l'inspecteur du Travail que le ministère du Travail décidera de sanctionner. Cette injustice provoquera l'indignation générale et entraînera une mobilisation intersyndicale et interprofessionnelle dans tous les secteurs, une pétition en ligne qui dépasse déjà les 11 5000 signataires, un appel de plus de 140 personnalités et la création d'un comité de soutien réunissant largement personnalités et citoyen.nes pour l'abandon des poursuites à son encontre.

Sur fond d'élaboration par les autorités d'une doctrine sanitaire contraire aux règles du code du Travail et conditionnée par la pénurie orchestrée de masques de protection, et sous la pression des organismes patronaux de l'aide à domicile et du Conseil départemental de la Marne, l'inspection du Travail a été empêchée, par son propre ministère, d'exercer ses missions de protection de la santé des salarié.es. À cet égard, la suspension d'Anthony Smith par la ministre du Travail constitue une nouvelle atteinte au principe fondamental d'indépendance – issu de la convention n°81 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) de 1947 – de l'Inspection du Travail, « *institution* » centenaire chargée de veiller à la bonne application des lois du travail et supposée protéger la partie faible au contrat.

Soucieuses de voir préserver cette indépendance, plusieurs organisations syndicales du ministère du Travail ont saisi l'OIT d'une plainte après avoir constaté, « *depuis le début de la gestion de la crise épidémique de COVID-19, par le ministère du Travail, de graves infractions aux principes fondamentaux des conventions OIT* ». C'est aussi le sens du récent avis de la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme qui « *s'inquiète de la réorganisation de l'activité de l'inspection du Travail par la direction générale du Travail qui pourrait conduire à l'affaiblissement de sa fonction fondamentale de protection des travailleurs au moment où la situation de crise sanitaire devrait au contraire conduire à la renforcer* (…) ». C'est également la position exprimée par la Confédération Européenne des Syndicat – 45 millions de membres de 89 organisations syndicales nationales réparties dans 39 pays européens –, dans un courrier à la ministre Pénicaud le 6 mai dernier, qui exige « *le respect de l'indépendance de l'inspection du Travail, garantie par le droit international* » et condamne « *toute sanction des inspecteurs qui tentent d'imposer les mesures prévues par le code du Travail et tout autre obstacle ou moyen de pression de la part du ministère du Travail pour les travaux de l'inspection du Travail* »

En s'attaquant à l'inspecteur du Travail Anthony Smith, c'est aux missions de l'Inspection du Travail et par voie de conséquence à l'ensemble du salariat que l'on s'attaque. Le message envoyé aux employeurs, aux salariés et à la France entière est clair : la santé des travailleurs est devenue accessoire par rapport à la primauté des intérêts des acteurs économiques du pays.

Comité de soutien à Anthony Smith
https://soutienanthonySmith.fr

◊

ESPAGNE

Entretien avec Sandra Iriarte

Sandra Iriarte est secrétaire aux relations internationales de la CGT espagnole.

Quelle est la situation sanitaire à ce jour ?

Cela dépend des différents points de vue. Le patronat et les banques incitent le gouvernement à normaliser au plus vite l'activité des entreprises, comme si les risques d'infection par le coronavirus avaient été éliminés. En biaisant, ils transforment la « stabilisation » des nouvelles infections en « disparition », alors que toutes les recommandations sanitaires publiques renouvellent des appels à la prudence et à ne sortir de chez soi que pour ce qui est vital : s'approvisionner. Le gouvernement s'appuie sur le fait que, par rapport aux plus des 1 000 morts quotidiens d'il y a un mois, il ne meurt plus « que » 400 personnes par jour du Covid-19. Le pire, est que le taux de nouveaux cas diagnostiqués s'élève à plus de 4 000 personnes par jour. Cela montre que, même si les chiffres ont été réduits de moitié, la Covid-19 continue à être une réalité présente dans notre quotidien, qui, tous les jours, prend la vie de plus de 400 personnes.

Qui sont, majoritairement, ces morts ? La classe laborieuse, qui a été contaminée dans l'exercice de son travail ou pendant les trajets domicile-travail ; et aussi les personnes dépendantes, les personnes âgées, parquées dans des maisons de retraite, qui se font du fric sur les soins. Cela veut dire que l'État a cessé de donner le minimum vital à celles et à ceux qui ont trimé comme des bêtes et encaissé toutes les crises sociales tout au long de leur vie : arrivé.es dans une situation de dépendance, il les abandonne au marché. L'absence de centres garantissant la santé physique et sociale de ces personnes, qui ne soient pas motivés uniquement par les bénéfices privés, explique que 65 % des décès touchent cette catégorie de la population.

que les malades de la classe ouvrière touchés par le coronavirus soient considérés comme victimes d'accidents du travail

C'est pourquoi, la CGT a demandé au gouvernement que les malades de la classe ouvrière touchés par le coronavirus soient considérés comme victimes d'accidents du travail. De plus, nous avons demandé que le gouvernement garantisse, pour toutes les personnes qui devront sortir de chez elles pour rejoindre leur poste de travail, la mise à disposition des équipements de protection de base. Nous nous sommes également adressé.es au gouvernement pour qu'il veille aux mesures de protection et prévention des risques professionnels et plus particulièrement ceux associés à la Covid-19.

D'un point de vue syndical, nous nous sommes engagé.es solidairement avec les travailleuses et les travailleurs de la santé : non seulement les médecins, les infirmiers ou infirmières et assimilé.es, mais aussi le personnel d'entretien, de transport et les aides à domicile. Malheureusement, beaucoup continuent à être infecté.es et à mourir, jour après jour. Il est important de préserver leur mémoire avec tous ces chiffres.

Aujourd'hui, la prévention s'est légèrement améliorée, grâce à davantage de moyens, mais toutes les travailleuses et tous les travailleurs ne disposent pas en permanence à disposition d'un masque, de gants et de gel. C'est pourquoi, nos sections syndicales doivent intervenir dans chaque entreprise pour que la protection du personnel soit assurée. De son côté, l'Inspection du Travail se doit d'aller sur les lieux de travail en cas de signalement syndical.

Enfin, d'un point de vue plus global, je pense que grâce au confinement, nous sommes en train de réduire les émissions et la pollution. C'est un tournant qui démontre qu'il est possible d'améliorer la santé en réduisant réellement les émissions de dioxyde de carbone, les plastiques et en cessant de polluer l'eau. La crise de la Covid-19 a mis en avant un modèle de décroissance possible qui réduit le taux de mortalité annuel dû à la pollution.

Quelles mesures a-t-on prises pour les travailleuses et les travailleurs ?

Comme je l'indiquais auparavant, en théorie, on part du principe qu'il est possible, pour les travailleuses et les travailleurs, d'éviter les transports publics et de maintenir les distances de sécurité. Également, toujours en théorie, dans tous les lieux de travail qui sont ouverts, on fournit au personnel le matériel quotidien de prévention. Mais la réalité est tout autre. En mars déjà, nous dénoncions les entreprises qui, sans être des centres de productions essentiels, ne voulaient ni faciliter le télétravail ni fermer temporairement. Ces mêmes entreprises, qui n'ont pas été sanctionnées, continuent à mettre en danger la santé des travailleuses et des travailleurs sans aucune mesure de prévention, en particulier dans les secteurs du transport ou dans les centres d'appels.

Par ailleurs, on nous avait annoncé que tous les centres de production qui devaient fermer temporairement, garantiraient le salaire, à hauteur de 70 % au moins, versés par la prise en charge du service public de l'emploi [l'Inem, l'équivalent de Pôle emploi]. Or, les familles ne toucheront leurs allocations que d'ici à deux

ou trois mois. Et, nous parlons là uniquement de travailleuses et travailleurs couvert.es par l'*Estatuto general de los trabajadores* [équivalent du Code du travail].

Par exemple, les aides à domicile, sous un régime discriminatoire, ne sont considérées ni comme des travailleurs et des travailleuses indispensables, ni pouvant prétendre aux prestations versées aux autres salarié.es. Les travailleuses et les travailleurs indépendant.es ont aussi un régime spécial qui les laisse sans revenus pour une durée encore inconnue. Le gouvernement a adopté des moratoires pour repousser les délais de paiement des cotisations, factures et crédits, mais ces travailleurs.euses restent soumis.es aux dépenses liées à l'endettement et l'absence de revenus.

Quelles sont les conséquences pour les travailleuses et les travailleurs ? Pour la population la plus pauvre en général (les sans-emploi, les sans-domicile-fixe, celle des secteurs informels, etc.) ?

Le premier risque auquel sont exposé.es toutes et tous les travailleur.euses est surtout l'infection : aussi bien lorsqu'ils et elles doivent se rendre sur leur lieu de travail, sans mesure de protection, que pendant le trajet. On a, encore une fois, connu une division entre le personnel en « col blanc » et celui en « col bleu », entre le personnel qui sans occuper des emplois essentiels se voit obligé de se rendre sur son lieu de travail et celui qui a eu la possibilité de travailler à distance. Cela divise la classe ouvrière au moment de s'engager pour l'amélioration de ses conditions de travail, vu que chaque partie se compare avec l'autre … et non avec les conditions de travail du patronat.

Mais la plupart des entreprises, autres que les services non essentiels, ont cessé momentanément leurs activités en prenant des mesures de chômage partiel (ERTE) ou de licenciement. Nous avons exigé qu'on ne tolère aucun licenciement tant que durera la crise sanitaire.

Par ailleurs, un grand nombre de personnes payées à l'heure ou à la journée ou qui travaillent sans être déclarées, comme employé.es de maison ou encore dans les commerces, ne bénéficient actuellement d'aucun revenu et d'aucune prestation. La CGT considère que c'est le moment ou jamais de réclamer un revenu universel (RBI) pour pouvoir couvrir les besoins de base de tout un chacun.

Le drame social se retrouve dans le fait, qu'avant cette crise sanitaire, il y avait déjà, en Espagne, 5 millions d'enfants vivant en dessous du seuil de pauvreté ; 1 million de familles qui n'ont plus aucune entrée d'argent depuis la précédente crise financière ; plus de 3 millions de personnes sans emploi… Soit des millions de personnes dans une absolue précarité qui vivotaient, et qui, aujourd'hui, n'arrivent même plus à survivre dans cette situation extrême qui les oblige à avancer des économies qu'elles n'ont pas.

L'autre conséquence est que les services sociaux, tout comme le système de santé publique et « la protection du bien-être, « se sont écroulés par manque d'investissement dans tous les secteurs publics fondamentaux : la santé, les prestations sociales, les services publics pour l'emploi, l'aide aux personnes dépendantes, etc., réduisant le personnel, réduisant les ressources et les investissements, réduisant les salaires, réduisant les budgets de la recherche et les mesures de prévention, tout en laissant au marché le soin de subvenir aux besoins de la population en fonction de son pouvoir d'achat. Nous nous trouvons aujourd'hui avec des familles qui mangent chaque jour en dépendant de la « charité », des banques alimentaires, des ONG et des soupes populaires ; ainsi qu'avec des familles brisées qui ne peuvent plus payer, depuis plus d'un mois (plus de 3,4 millions de salariées et de salariés au chômage partiel et des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs qui œuvraient dans des secteurs informels : migrant.es, employé.es et employés de maison, nourrices, etc.), ni leur loyer, ni leurs crédits, ni les factures d'énergie de base, ni la nourriture ou les biens de première nécessité.



Sandra Iriarte

Dans ce contexte, non seulement il y a eu une recrudescence du niveau des violences faites aux femmes et aux mineur.es, mais aussi une augmentation des diagnostics de troubles psychologiques en relation avec l'anxiété, la dépression, l'abus de certaines substances, la prise de médicaments… La capacité de résilience et le #todovabien (« tout va bien ») de la classe ouvrière a ses limites ; elle en a fait la démonstration au cours de la crise de 2008 et, dans cette nouvelle crise sanitaire, elle atteint rapidement les limites, du point de vue de la santé, de ce qui est supportable, vivable.

Quelle est la résistance organisée par les mouvements sociaux et syndicaux ?

Les mouvements sociaux, au-delà des débats, réflexions, visioconférences, etc., n'existent pas dans la vraie vie, par leur incapacité à peser avec la force nécessaire pour que l'on prenne en compte, tant les revendications essentielles, et non seulement sanitaires, face à cette pandémie, que les revendications sociales pour une autre forme de vie. Avec le confinement, une partie du

tissu social de base, le voisinage, s'est reconstitué pour s'entraider matériellement et humainement. Cependant, nous ne pensons pas qu'il évolue, a posteriori, vers une structure revendicative avec des incidences politiques.

À la CGT, le nombre d'adhérent.es n'a pas diminué, et donc les sections syndicales et les syndicats se maintiennent sur les lieux de travail. Cependant, l'interdiction de rassemblement rend difficiles les assemblées et les moyens d'action, comme cela a été le cas dans le secteur sidérurgique après l'annonce d'un retour à l'activité professionnelle. De notre côté, déjà avant la crise sanitaire, nous avions ouvert un espace de travail commun avec d'autres organisations nationales de base et combatives. À partir de cette plate-forme unitaire, on proposera les futures mobilisations après le confinement.

Plus vite qu'on ne le pense, nous connaîtrons des explosions sociales, vu que la crise sociale qui découle de la crise économique et politique prend des dimensions encore plus dramatiques qu'en 2008. Groupes alternatifs, tout comme les mouvements sociaux, nous « *devons organiser et faire partie de la gestion de l'explosion sociale* » car, sans cela, l'écofascisme « *prendra d'assaut le ciel* » et on cherchera des boucs émissaires (migrant.es, féministes, écologistes, communistes, etc.), qui seront montrés du doigt, et poussés vers des « issues »… vers l'abîme.

Avez-vous connaissance de revendications de réappropriations collectives, d'autogestion, de contrôle de la part des travailleuses et des travailleurs ?

Au début de la crise, face au manque de masques, de gants, de gel hydroalcoolique et à la fermeture de tant d'entreprises de productions non indispensables il y eut, en effet, des propositions de la part des sections syndicales de récupérer la production en passant par la reconversion des entreprises. En fait, nous avons produit une liste d'entreprises pouvant se reconvertir, dont les sections faisaient le pari de l'autogestion collective, mais cela ne s'est pas concrétisé. Le temps a manqué pour permettre un minimum d'organisation en vue d'une reconversion. Après la mort de plus de 22 500 personnes tuées par le Covid-19, la réouverture des lieux de travail, autres que ceux essentiels, a été autorisée il y a plus d'une semaine. Le patronat s'est empressé de reprendre le contrôle absolu.

La peur de la contagion, les risques réels pour la santé, ont conditionné et conditionnent notre capacité d'organiser par nous-mêmes l'autogestion et le contrôle des entreprises, particulièrement celles qui sont vitales : alimentation, eau, gaz, électricité, services de santé ; nous nous sommes centrés sur des politiques de protection de la santé, parce que la vie et la santé ne nous sont garanties que si on les impose. Nous n'avons pas de conscience sociale ni une organisation suffisamment musclées, c'est-à-dire de contrepouvoir, pour concrétiser le contrôle et l'autogestion, du moins dans les entreprises de services essentiels.

La crise actuelle, permet-elle de reposer publiquement la question de la rupture avec le capitalisme, quelles perspectives y voyez-vous ? Avec quelles forces populaires ?

Au début de la crise sanitaire et du fait de la rapidité à laquelle se succédaient les événements, il y a eu de nombreuses protestations dénonçant la privatisation du système de santé, la précarité du travail des doctoresses, des infirmières et du reste du personnel chargés de notre santé. À cela s'ajoutait le mouvement écologiste : en décembre, il demandait un ralentissement des activités pour réduire les émissions de dioxyde de carbone et le réchauffement global ; la crise a porté cette réflexion jusqu'au grand public, en partant de chiffres réels, permettant de débattre sur la possibilité qu'ont tous les pays, gouvernements et États, de réduire la pollution.

Nous pensons qu'avec tout cela on aboutira à une conscience de classe et, bien entendu, à la remise en question du capitalisme en tant que système injuste et prédateur, incapable de se mobiliser collectivement pour arrêter une épidémie. Cependant, les faits se sont déroulés avec une telle rapidité et à un tel rythme, au sein du confinement, que ni l'élaboration collective à travers des rencontres ni les échanges personnels n'ont été possibles. Bien que la ligne suivie par la CGT vise à favoriser les conditions d'une révolution sociale et que nous ayons exigé du gouvernement des changements courageux, réels et concrets, nous n'espérons pas que le tant attendu effondrement du système capitaliste se produise. C'est pourquoi, par exemple, le 1er Mai nous sortirons sur les balcons virtuels des réseaux sociaux pour publier les discours et tenir les concerts programmés. Nous continuerons nos appels à la mobilisation après le confinement : nous avons de nombreux droits à récupérer. La santé en est l'un des premiers.

Réseau syndical international de solidarité et de luttes (http://www.laboursolidarity.org), 1er mai 2020.

◊

Personnel soignant, une résistance sociale mondiale

Covid-19

Personnel soignant, une résistance sociale mondiale



brochure de 26 pages mise en ligne à http://www.laboursolidarity.org/IMG/pdf/2020_-_6_-_8_-_covid-19_personnel_soignant_une_resistance_sociale_mondiale.pdf

Capitalisme et Syndicalisme sont-ils solubles dans la pandémie ?

La pandémie de corona qui affecte l'ensemble du monde depuis quelques mois est une situation inédite, notamment dans les rapports de classe. Et il est probable qu'aucun théoricien révolutionnaire n'ait imaginé une telle crise systémique partie d'un microbe, et enrayant la production capitaliste... Enrayée, mais pas stoppée, car le travail a continué pour nombre de salariés, les premiers de corvée (caissières et caissiers, travailleuses et travailleurs du nettoyage, etc.), les invisibles de la compétitivité.

Nous n'avons pas — en tant que syndicalistes révolutionnaires — la prétention de donner LA solution pour dépasser cette crise sanitaire et en profiter, tant qu'à faire, pour nous débarrasser une bonne fois pour toutes du capitalisme… L'incantation à ce « Jour d'après » qui pouvait quasiment apparaître dans une dimension messianique lors du confinement n'a pas les lendemains enchanteurs que certains nous promettaient… Car, convaincus que la classe dominante, comme le prouvent des millénaires de domination de caste et de classe, ne se rendra que face à une autre classe non moins résolue, nous ne sommes guère surpris par la logique antisociale que prend ce fameux « Jour d'après ».

Nous nous contenterons de relever en quoi la pandémie actuelle a été, en plus d'un déclencheur fulgurant d'une crise économique planétaire, le révélateur incontestable de dysfonctionnements du système capitaliste mondialisé. Enfin nous tenterons d'analyser quels sont les nouveaux enjeux qui vont impacter le syndicalisme.

La pandémie : révélateur des dysfonctionnements du système capitaliste mondialisé.

La pandémie a entraîné la réduction voire l'arrêt de certaines usines chinoises, ce qui a impacté les productions industrielles des autres pays, dont nombre de pièces sont construites dans cet immense pays atelier. Et cela d'autant plus fortement que le dogmatisme du « zéro stock » a fragilisé des secteurs entiers des appareils productifs nationaux. Plus grave encore, le monopole de la Chine dans la production des médicaments et des masques, notamment FFP2, a révélé à tous l'abandon d'un secteur aussi sensible à une puissance étrangère pour augmenter encore davantage la rentabilité déjà fort juteuse des laboratoires pharmaceutiques et des groupes paramédicaux.

La propagation du virus Covid-19 a donc obligé les gouvernants de tous les pays à prendre des mesures inédites de confinement des populations et de blocage des flux commerciaux, y compris dans des pays qui, comme en Grande-Bretagne, aux États-Unis ou au Brésil, refusaient obstinément ces mesures si éloignées du sacro-saint dogme de la « liberté » du travail et de la libre circulation des échanges commerciaux.

Vers le confinement en France

En France, la pandémie a été le révélateur incontestable d'une paupérisation en matière de santé. Bien que depuis plus d'un an les mobilisations des personnels soignants, particulièrement les urgentistes, — avec la réponse policière si coutumière des derniers gouvernements — et la démission de centaines de directeurs de services aient tenté d'alerter l'opinion afin de forcer le gouvernement à arrêter la logique d'austérité qui affaiblissait dramatiquement nos hôpitaux. Il faut dire que, comme le dénonçaient les manifestants, avec plus de 100 000 lits d'hôpitaux supprimés en 40 ans, le système de soin français peut de moins en moins supporter un pic d'hospitalisations. L'indigence sanitaire de la France s'est particulièrement illustrée sur les stocks de masques plus qu'insuffisants. L'État ayant supprimé les stocks stratégiques nationaux pour la population sous Hollande, les employeurs se devaient légalement d'assurer la santé et le bien-être de leurs salarié·es… On a pu constater encore une fois leur déontologie ! Quant aux non-salariés… Plus rien n'est prévu ! Cette situation de manque de masques a été tellement aberrante qu'on a vu des personnels de soin en présence de personnes contaminées obligés de s'inventer des masques et protection dignes des pays pauvres ! Face à cette gabegie, les membres du gouvernement ont menti en déclarant d'abord l'inutilité du masque pour ensuite inverser leur discours... et perdre le peu de crédit qui pouvait encore leur rester. Enfin, l'impossibilité de pouvoir tester massivement la population afin d'isoler précisément les contaminés et ainsi enrayer l'épidémie a obligé Macron à décréter le confinement général.

Cette décision présidentielle a été prise dans l'urgence puisque le ministre Blanquer assurait seulement deux heures plus tôt que les écoles resteraient ouvertes ! Il faut dire que la tempête boursière en cours depuis février rendait l'économie fébrile. Ainsi, à Paris, le CAC 40 a dévissé le seul jeudi 12 mars, date de l'annonce présidentielle du confinement, de 12,28 %, soit 1/3 de plus qu'au pire jour de la crise précédente de 2008, et de 32 % depuis le 19 février ! Les autres bourses ayant connu ce même jour des dégringolades record de 16,92 % à Milan, de 12,24 % pour le DAX allemand, de plus de 9 % pour le Dow Jones américain... Aussi fallait-il rassurer les marchés si chers aux yeux de Monsieur Macron, par une affirmation politique forte.

L'apparence « socialiste » du Président

Et parallèlement, paradoxalement, cette annonce magistrale sacralisée par l'expression répétée « *on est en guerre* », assénée comme un leitmotiv et destinée à produire un état de sidération dans la population lui don-

nait les apparences d'un président « socialiste », qui, « *quoiqu'il en coûte* », assurerait la sécurité sanitaire de son peuple avant les intérêts financiers et économiques. Et l'État n'y a pas été de main morte pour sortir les centaines de milliards alors que quelques jours auparavant ce même État ne pouvait aider le système de santé, les services publics, les privé·es d'emplois, les jeunes et précaires, le logement social, la Sécurité sociale, les régimes de retraites, etc.

Le président Macron se revêtit d'autant plus d'un déguisement socialisant qu'il décréta l'arrêt des réformes, à commencer par celle des retraites. Il faut dire que son application aurait pu mettre le feu aux poudres, car l'indexation des retraites sur le PIB – en chute de plus de 11 % depuis mars – apparaîtrait aujourd'hui très cruelle à tous ceux qui n'y voyaient qu'une réforme sans conséquence.

Les droits à l'allocation chômage (Allocation au Retour à l'Emploi, Allocation de Solidarité Spécifique...) ont été prolongés pour les demandeurs d'emploi, les saisonniers, les intérimaires ou les intermittents du spectacle arrivant en fin de droit à partir du 12 mars 2020 et ce jusqu'à la fin du confinement.

Le président a donc stoppé ses « réformes cruciales », d'autant plus que « la République en marche » risquait de subir une défaite électorale historique… D'où également son pari de maintenir le 1er tour des municipales, dans l'espoir de profiter de la sidération populaire, en plus d'une image quasi gaullienne du président sauveur de la nation… Et de ne pas subir, en cas de report du 1er tour à l'après-confinement, un vote sanction encore plus sévère si la crise épidémique venait à prendre les proportions catastrophiques auxquelles on pouvait s'attendre à la mi-mars.

En outre, notre société n'a pu fonctionner pendant plusieurs mois qu'avec le travail des « invisibles » de notre monde soi-disant toujours plus moderne et connecté : les premiers de corvée, ceux qui n'ont pas bénéficié des hausses de salaires depuis des décennies : les salarié·es des commerces, ceux du nettoyage, du transport et de la logistique, les personnels de soin et de secours, les techniciens des télécommunications, etc.

Et ce n'est pas la communication affligeante du gouvernement sur des médailles et des possibilités de primes – données au compte-goutte semble-t-il – à cette « *France qui se lève tôt* » qui a amélioré les conditions de travail et de vie des prolétaires si nécessaires à la survie de notre société. Bien au contraire, Les applaudissements quotidiens, véritable rituel institué pour remercier les soignants ainsi que les travailleurs dehors et en lien direct ou indirect avec les malades, dont les enseignants poursuivant l'enseignement en présentiel avec les enfants des soignants, ont laissé la place à un *prof-bashing* médiatique pour obliger les personnels à accepter davantage d'enfants et permettre le « *retour à la normale* », c'est- à-dire la relance économique à tout prix. Il n'y a plus de merci au pays du profit ! Plus grave, l'État et les capitalistes ont profité de la pandémie pour renforcer encore plus leur domination.



L'État répressif omniprésent

Parallèlement et conformément à ces temps de « guerre », les ordonnances ont dépossédé le pouvoir judiciaire au profit de l'administration et des forces de police qui pouvaient sanctionner tout individu dans l'espace public au motif que l'*ausweis* n'était pas jugé digne de foi par le fonctionnaire assermenté. C'est ainsi que, par exemple, des journalistes se sont vus verbalisés pour être sortis munis de l'autorisation complétée au crayon à papier… C'est ainsi que les participants de rassemblements du 1er Mai ont été verbalisés, comme à Guingamp où la manifestation avait lieu en voiture afin de respecter la distanciation sociale exigée. Dans des banlieues défavorisées, les populations déjà précaires et vivant dans la promiscuité se retrouvèrent dans une situation encore pire du fait du confinement sans lieu d'isolement possible, avec des interventions policières peu enclines à racheter l'image des forces de « l'ordre »… ce qui explique en partie l'ampleur des mobilisations contre les violences policières, et pas seulement celle des cowboys sanguinaires d'outre-Atlantique ! Enfin, cette période de confinement a été encore plus dure pour les plus fragiles de notre société : les sans-logis, les sans-papiers, les précaires, les femmes et enfants battus, etc.

À cela, il faut ajouter le danger d'une société sous contrôle permanent avec le mouchard androïdique permanent qui enregistre tous les contacts de façon, paraît-il, anonyme… afin de juguler toute contamination. Bienvenue dans le monde de Big Brother ! Et les promesses d'anonymat et d'effacement des données n'ont guère plus de valeurs que celles des candidats à la veille d'une élection ! Nul doute que, face aux possibilités quasi infinies de contrôle social, gouvernants et comportementalistes au service des groupes industriels vont vouloir poursuivre l'expérimentation.

Surfer sur le corona pour accentuer les réformes capitalistes

L'apparence socialisante d'un Macron face à la pandémie n'était qu'un enrobage, car les mesures prises par ordonnances, particulièrement en matière de droit des travailleurs, ont confirmé la réalité antisociale de ce gouvernement :

Tout d'abord, les **aides financières massives** ont été

réellement destinées aux entreprises qui ont pu se décharger sur l'État pour assurer le salaire des employé·es placés en temps partiel ou au chômage technique. Avec les détournements massifs qu'on mesure aujourd'hui : dans 30 % des cas, les patrons ont imposé à leurs salarié·es de travailler, bien que déclaré·es au chômage partiel ! La ministre du Travail peut bien tenter de parler de sanctions aux entreprises fautives, après l'étude de leur bonne foi (sic !)… Le gouvernement n'a rien changé à son dogme libéral. Bien au contraire ! Il a profité de la pandémie pour ajouter de nouvelles régressions sur le monde du travail.

À commencer par des modifications du temps de travail sans accord avec les syndicats dans certains secteurs vitaux comme les transports, la logistique, l'agroalimentaire, l'énergie, ou encore les télécommunications

Ainsi, le temps de travail a été alourdi afin de répondre à la croissance de la demande ainsi qu'aux réduction de personnels en congé pour garde d'enfant, en droit de retrait, en quarantaine, etc. Qui plus est dans cette période défavorable au recrutement. Ainsi, les personnels ont vu leur temps de travail passer de 48 à 60 heures par semaine, et cela jusqu'à la fin décembre, sans congés sur une période consécutive de 12 semaines ! Le temps de repos entre deux journées de travail a été ramené de 11 à 9 heures, avec le travail du dimanche encore plus libéralisé. Le patronat peut également revenir sur les congés, les RTT et jours du compte épargne-temps sans accord d'entreprise, à moins qu'il s'agisse des congés d'été.

les personnels ont vu leur temps de travail passer de 48 à 60 heures par semaine

De telles mesures d'atteinte aux droits des salarié·es ont bien entendu été applaudies par le MEDEF, qui a même préconisé par l'intermédiaire de son président, Geoffroy Roux de Bézieux, invité au 20 heures de France 2 le dimanche 12 avril, que les salarié·es renoncent à des jours de repos au nom de la relance économique… Une telle exigence de solidarité pour ceux qui subissent déjà la crise, lorsqu'on connaît les positions anti-impôt du patronat, a de quoi faire sourire… Sauf lorsque de telles propositions sont entendues par le gouverneMENT.

Une autre attaque contre le salariat est le développement exponentiel dans certaines professions du tertiaire du télétravail… ou plutôt du distanciel car, comme dans l'Éducation nationale, aucun moyen et aucun financement de matériel et des abonnements n'ont été pris en charge par l'employeur comme l'exige le télétravail. Ainsi, nombre d'entreprises et de services administratifs ont entamé à l'occasion du confinement une révolution structurelle en développant le télétravail. En effet, cela permet de réaliser des économies sur le foncier en réduisant considérablement le parc mobilier. Et surtout, le télétravail pour le patron a l'avantage d'isoler chaque personnel et donc d'éroder les formes collectives d'opposition, en particulier le syndicalisme !

Mais, là où cela est possible, le télétravail est le plus souvent accueilli favorablement par nombre de salarié·es, car cette forme d'organisation les exonère des trajets domicile-travail, et leur permet d'envisager de vivre dans un logement plus spacieux – et plus accessible – dans une cadre agréable. Ce qui n'est pas rien après avoir subi le confinement et en s'attendant à ce que de telles périodes se renouvellent.

Dans l'éducation, le gouvernement a aussi profité du confinement pour généraliser le contrôle continu dans le système scolaire et universitaire, y compris pour les établissements hors contrat, c'est- à dire non tenus de respecter les programmes scolaires et instructions officielles ! Cela signifie que ce sont les enseignants qui notent et donnent le diplôme à leurs propres élèves ! La généralisation du diplôme maison qui avait connu cet hiver nombre d'oppositions dans les lycées contre la réforme du bac et les E3C a pu, grâce au confinement, s'imposer au nom de la Santé ! Ce n'est pas anodin, car la casse des diplômes nationaux est une permanence dans la stratégie capitaliste qui vise à discréditer les grilles de qualification et les conventions collectives pour libéraliser, c'est-à-dire, pour le patron, établir sans contrainte l'organisation du travail et sa rémunération.

Toujours dans l'éducation, le déconfinement à partir de mai a entraîné le renforcement par la mairie du contrôle sur l'école, notamment pour décider de l'ouverture des établissements… rompant avec la loi de 1881 sur l'obligation scolaire ! Parallèlement, le guide national de préconisations pour l'élaboration du protocole de chaque établissement scolaire inaugure le désengagement de l'État à l'égard de ses personnels en cas de poursuites judiciaires liées à une contamination supposée ou avérée dans un établissement ! Enfin, l'exigence institutionnelle du double travail de suivi des élèves, ceux présents en classe et ceux à la maison, constitue un véritable scandale, surtout pour une profession dont la reconnaissance salariale connaît une régression depuis plusieurs décennies. Surtout que cette double tâche sans moyens supplémentaire, rappelons-le, risque de se généraliser, notamment dans la voie professionnelle où la mixité des publics dans la même classe (élèves en formation initiale, apprentis en alternance, adultes salarié·es et privé·es d'emploi en formation continue ou en stage) est devenue la règle.

Les nouveaux enjeux du syndicalisme

Les syndicats ont réagi différemment durant cette période : d'un côté, la CFDT et le pôle syndical d'accompagnement des régressions sociales – que les médias nomment complaisamment « réformistes », alors que le pôle réformiste est axé sur des réformes positives, comme le proposent la CGT et Solidaires – a accéléré sa compromission avec le patronat, notamment lorsque Laurent Berger a appelé les salarié·es à retourner au travail alors que l'épidémie venait à peine de commencer à re-

fluer ! De l'autre, les syndicats CGT et Solidaires qui ont souvent mené des combats locaux pour imposer des protocoles sanitaires et leur respect, afin d'assurer la sécurité des salarié·es. On a pu ainsi voir le déchaînement médiatique, patronal et gouvernemental sur les organisations qui avaient bloqué les reprises de travail du fait des risques constatés, comme sur les plates-formes de l'exploiteur Amazon ou de l'usine Renault de Sandouville.

Par ailleurs, la situation économique et sociale catastrophique que nous connaissons depuis le 16 mars, avec plus de deux millions de privé·es d'emploi supplémentaires, annonce une austérité extrême. Cette situation inquiète nombre de salarié·es qui préfèrent se taire, ne pas dénoncer le détournement d'argent public par leur employeur au prétexte du temps partiel, qui préfèrent ne pas bénéficier des dispositions sanitaires et familiales qu'ils pourraient exiger afin de ne pas mettre leurs vies et celles de leurs proches en danger en se déconfinant… Tout ça dans l'espoir de ne pas se retrouver dans une redoutée charrette de licenciements.

Toutefois, les syndicats comme la CGT connaissent un afflux d'adhésions, rompant avec des années de baisse continue. Ce rebond, qui avait déjà commencé lors de la lutte contre la casse des retraites de l'hiver s'est maintenu lors du confinement. Cet élément s'explique par l'arrivée de syndicalistes écœurés par la compromission de leur centrale vis-à-vis des syndiqué·es des centrales de trahison, mais elle s'explique aussi par l'arrivée de salarié·es non syndiqué·es, plutôt jeunes, qui adhèrent à partir d'une vision combative de la confédération.

Cependant, les tensions qui existent dans la CGT se sont exacerbées avec la crise sanitaire mondiale, notamment de la part de militants voire de syndicats qui reprochent à Philippe Martinez et au Bureau confédéral d'avoir signé le 20 mai une déclaration commune avec la CFDT (en plus de FO, de la CFTC et de l'UNSA pour la France et de la DGB pour l'Allemagne) sur une convergence économique, fiscale et budgétaire commune des États membres de l'Union Européenne. La crainte de voir la CGT aux côtés de la CFDT sur cet appel européen révèle les différents types de syndicalisme de la CGT, entre les équipes locales, les unions locales, les fédérations luttant contre les attaques patronales et gouvernementales et les tenants d'un syndicalisme de partenariat social qui s'accommode des syndicats de trahison et des institutions européennes.

Parallèlement, les revendications écologiques du « Jour d'après » de la CGT, aux côtés d'organisations écologiques et anti-nucléaires comme Greenpeace, ont froissé certaines fédérations comme la Chimie et Mine énergie, qui défendent leur intérêts corporatistes. Pourtant, l'ouverture de la confédération sur les thèmes écologistes, décroissants, alternatifs, constitue un enjeu crucial pour attirer la jeunesse dans la CGT et revitaliser la centrale pour poursuivre sa place historique essentielle dans la lutte anticapitaliste de la France.

Enfin, le syndicalisme en cette période de confinement et de sidération sociale n'a souvent pas su insuffler des dynamiques solidaires d'aide aux salarié·es précarisé·es, à l'instar des « soupes communistes » qui furent l'une de ses armes historiques pour tenir en temps de grève. Il est regrettable que nous n'ayons pas encore su tirer un trait sur des décennies de sous-traitance de l'aide aux plus démunis à des organisations caritatives, pour certaines bien éloignées de nos valeurs de classe. Des outils para-syndicaux comme l'Avenir social, qui pourrait, et même devrait, exister pour cet objectif essentiel de l'élaboration d'une conscience de classe parmi les prolétaires les plus démunis, ont montré, hélas, leur incompétence…

Une forte odeur d'avant

En conclusion, « le Jour d'Après » a une forte odeur… d'Avant. Bien que nous ayons frôlé la catastrophe sanitaire du fait du manque de lits d'hôpitaux, du manque de masques, de moyens, et bien que la logique de profit entraînant la casse des services publics ait mis en danger la population, l'État providence loué par Macron en mars n'est plus à la mode. Le mouvement syndical doit au contraire mobiliser les travailleuses et travailleurs ainsi que la population autour des salariés de la Santé pour obtenir la reconstruction d'un service public de Santé ainsi qu'une Sécurité sociale renforcée par des cotisations prises sur les dividendes des actionnaires en augmentant les salaires.
Toutefois, les mobilisations en faveur d'une autre politique respectueuse des hommes et de la planète, si elles ont le mérite d'exister et de dénoncer l'aberration de la logique capitaliste qui nous amène droit à la catastrophe, ne peuvent que très difficilement retourner le rapport de force en leur faveur. Les plans de relance et les centaines de milliards qui y sont allègrement engouffrés n'ont pas d'autre dessein que celui de sauver l'oligopole capitaliste, le petit monde des premiers de cordée si proches du gouvernement. L'accroissement du chômage préfigure la montée des logiques sécuritaires et affinitaires, d'autant que nombre de salarié·es et de privé·es d'emploi risquent de se raccrocher à la logique capitaliste dominante car c'est à leurs yeux le meilleur moyen de ne pas basculer dans l'indigence.

Face à cet environnement particulièrement hostile, il est urgent de renforcer le syndicalisme de classe par la mise en place d'un tissu dense d'expériences de coopératives locales avec une jeunesse créative et axée sur des valeurs anticapitalistes radicales. Le Syndicalisme doit d'autant plus s'insérer dans cette dynamique qu'il a la capacité de fédérer les énergies par ses organisations locales (les unions locales) et par ses réseaux multiples professionnels et d'entraide. Comme le disaient nos camarades syndicalistes révolutionnaires d'IWW : « *Organize !* ».

Ronan, CGT Morbihan

Les vieilles coutumes du nouveau capitalisme de plateforme

Le nouveau monde des plateformes numériques regarde avec nostalgie les rapports de travail du XIXe siècle et tente de les imiter. Bien évidemment, cela ne va pas sans résistances. Dans cette note, nous analysons les cas d'Amazon et de Rappi.

Une jeune femme pédale énergiquement sur sa bicyclette. Elle est vêtue d'un uniforme orange fluo impossible à dissimuler et porte en guise de sac à dos un grand cube de la même couleur. Le passager d'une voiture mal garée ouvre la portière sans regarder derrière lui et la jeune femme, qui n'a pas eu le temps de réagir, la heurte violemment et tombe par terre. Quand, le corps tout contusionné, elle se relève, elle jette un coup d'œil sur son portable et peste entre ses dents : la plateforme de livraison pour laquelle elle travaille vient de la mettre à pied pour la durée d'une heure. Elle n'a pas accompli sa tâche : elle est bloquée.

La scène pourrait être tirée de quelque épisode de *Black Mirror*, la série britannique qui fascine les spectateurs avec ses dystopies technologiques. Mais, en fait, non, la scène est bel et bien réelle : c'est une employée de Rappi, une application de livraisons, qui l'a racontée dans l'émission d'Alejandro Bercovich diffusée sur Radio Con Vos[1]. C'est là qu'elle est allée témoigner au mois de juillet de cette année [2018] à côté d'un autre *rappitendero*[2] [coursier de Rappi] – c'est ainsi que l'entreprise a baptisé ses coursiers – sur ce que nous pourrions appeler une double nouveauté en Argentine : la première grève contre une plateforme, d'un côté, et de l'autre, la première contre l'irruption de la *gig economy* dans notre pays. Mais, qu'est-ce que la *gig economy* ou – pour utiliser un terme un peu plus précis – le *capitalisme de plateforme* ?

La *gig economy* : une collaboration sociale ?

Il y a dans le monde presque 5 milliards de téléphones portables et un peu moins de la moitié sont des *smartphones*[3], c'est-à-dire des dispositifs dotés d'une grande capacité de stockage, de traitement de *software* et de connectabilité. Selon l'Institut national de statistiques et de recensement, en Argentine, huit habitants sur dix utilisent des smartphones et sept sur dix accèdent à Internet. Dans la tranche d'âge des 18-29 ans, l'usage de ces dispositifs s'élève à 94,8 % et l'accès à Internet à 89,1 %[4].

L'expansion rapide de ces plateformes s'explique en grande partie par la croissance sidérale du nombre des utilisateurs de la téléphonie mobile. Rappi, Glovo, Amazon, Uber, Airbnb sont quelques-unes des applications qui nous sont de plus en plus familières, que ce soit à cause de la publicité, des litiges juridiques[5] ou simplement parce que nous commençons à en faire usage dans notre vie quotidienne. En général, elles se définissent elles-mêmes comme une partie de l' « économie collaborative », c'est-à-dire que leur fonction est de mettre *des usagers en relation* : par exemple, si l'un a besoin de se déplacer, Uber le met en contact avec un autre usager disposant d'un véhicule, lequel l'amènera là où on le lui demandera en échange d'une certaine somme d'argent, la plateforme gardant pour elle une partie de ce montant. Et il en va de même avec Rappi et Glovo (livraisons), Airbnb (location de logements), IguanaFix et Zolvers (services et arrangements domestiques), entre autres.

En ce qui concerne le monde du travail, ces plateformes s'inscrivent dans ce qu'on connaît sous l'expression de *gig economy* (la traduction la plus proche en castillan [d'Argentine] serait « changa » [petit boulot]), que nous pouvons définir comme l'opposé de l'emploi traditionnel stable : les emplois y sont temporaires, par objectifs, intermittents et flexibles, et Internet y apparaît toujours comme médiateur entre les parties. Comme l'observe la journaliste Tamara Tenenbaum, « *il y a deux marchés* gig *différents : le marché de ceux qui effectuent des tâches de haute qualification et livrent des produits 100 % numériques, et le marché de ceux qui sont engagés* online *mais qui, dans un second temps, réalisent la transaction* offline *(un* remise[6]*, une employée de maison)*[7]. »

Le premier ensemble est constitué desdits *freelancers*, des travailleurs à leur compte, en majorité des professionnels bien placés pour négocier la valeur de leurs prestations. Le second est composé par des personnes généralement jeunes et moins qualifiées, faiblement rémunérées et victimes de la précarisation

1 C'est-à-dire « Radio avec toi », chaîne radiophonique argentine, accessible en direct sur internet. (*N.d.T.* : les notes de bas de page sont de l'auteur ou du traducteur. La précision n'est donnée que dans ce dernier cas.)

2 Nous avons gardé ce néologisme (ou mot-valise) tel quel : il est constitué du nom de l'entreprise Rappi et du mot « tendero », c'est-à-dire « commerçant » en langue espagnole. (*N.d.T.*)

3 « *Hay en el país casi 40 millones de usuarios de teléfonos celulares* » [« *Dans notre pays, il y a presque 40 millions d'utilisateurs de téléphones portables* »], *Ámbito Financiero*, 26 octobre 2017.

4 « Acceso y uso de tecnologías de la información y la comunicación. EPH. Cuarto trimestre de 2017 » [Accès et usage des technologies de l'information et de la communication. EPH. Quatrième trimestre 2017], disponible sur www.indec.gov.ar.

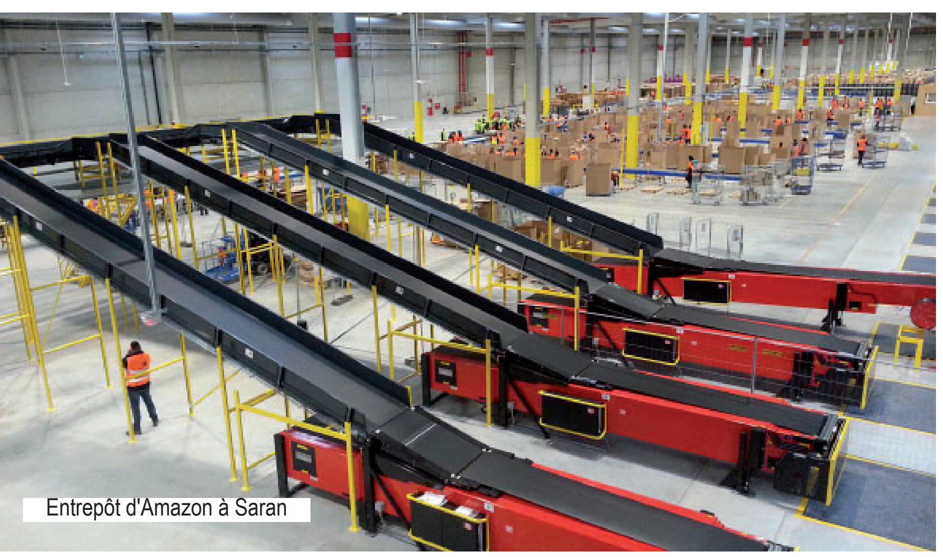
5 C'est le cas d'Uber qui, à l'exception de la province de Mendoza, est illégal en Argentine. Pourtant, l'application fonctionne d'ores et déjà, ce qui a été la cause d'un dur et même violent affrontement avec les chauffeurs de taxi, lesquels sont directement affectés par ce qu'ils tiennent pour de la concurrence déloyale.

6 Argentinisme d'origine française désignant une voiture de location avec chauffeur. (*N.d.T.*)

7 « *Sin jefe ni horario, pero con la incertidumbre a cuestas* » [*Sans chef et sans horaire, mais dans l'incertitude la plus totale*], *La Nación*, 7 janvier 2018.

professionnelle : c'est dans ce dernier domaine que fleurissent les plateformes.

Or, comme le fait remarquer la politologue Natalia Zuazo dans son livre *Los dueños de internet*, loin d'être des « économies collaboratives », les entreprises de plateformes sont des « *compagnies traditionnelles qui utilisent Internet pour jouer les intermédiaires et tirer profit des nombreux individus connectés* »[8]. Appeler « collaboration sociale » ce que font ces entreprises est, dénonce N. Zuazo, « *un euphémisme médié par la technologie pour désigner quelque chose que nous connaissions déjà : travailler beaucoup pour le profit d'autres que nous* »[9]. Cette confusion délibérée entre la *gig economy* et la *sharing economy* [de *share :* partager] leur sert à échapper à l'impôt et aux charges sociales, et à éviter les revendications salariales.


Entrepôt d'Amazon à Saran

Cependant, cette manœuvre langagière a ses limites et ce sont les travailleurs eux-mêmes qui commencent à lever le voile symbolique qu'impose le « marketing positif ». Voyons maintenant deux cas de résistance contre le capitalisme de plateforme : Amazon en Europe et Rappi en Argentine.

Amazon : lutter contre le plus riche

Jeff Bezos, l'homme le plus riche de notre planète – avec une fortune qui s'élève à 150 milliards de dollars – est le fondateur et le président-directeur général d'Amazon, l'un des géants du Web dont l'importance n'est comparable qu'à Google, Facebook et Apple. Il s'agit d'une entreprise de E-commerce – très similaire à ce que fait Mercado Libre[10] dans la zone, avec en plus la logistique et la distribution de produits – et de services d'informatique dématérialisée [*cloud computing*] via Internet.

Amazon dispose de 80 entrepôts dans plusieurs pays, où s'accumulent des millions de produits de tout type. L'objectif est que les usagers puissent commander ce qu'ils désirent à partir de leurs ordinateurs ou leurs téléphones mobiles et qu'ils le reçoivent dans les délais les plus courts, quel que soit l'endroit où ils sont. Or, l'entreprise a cette capacité non seulement par sa dimension planétaire, mais aussi grâce au rapport qu'elle établit avec ses employés. C'est en ce sens que, dans une note de la revue *CTXT*, l'historienne et journaliste Josefina L. Martínez observe ce qui suit : « *Le secret d'Amazon n'est pas seulement dans un réseau logistique sans précédents, mais dans la forte précarisation professionnelle de ses employés.ées. Parallèlement, l'entreprise utilise cette structure mondiale pour tenter de limiter l'impact des grèves*[11]. »

La structure d'Amazon étant internationale, la compagnie fait en sorte que ses profits ne soient pas affectés par des conflits en détournant la distribution des marchandises vers d'autres centres logistiques, soit à l'intérieur soit à l'extérieur du pays. Toutefois, cette année-ci [2018], un conflit local est en train d'acquérir des dimensions internationales. Nous voulons parler des grèves des travailleurs du gigantesque entrepôt situé dans la ville espagnole de San Fernando de Henares[12].

L'affrontement a été déclenché par la tentative de l'entreprise de modifier unilatéralement les conventions collectives, ce qui entraînait le gel des salaires et touchait à des droits acquis, comme la possibilité de demander des arrêts de travail pour maladie, indispensables dans une activité qui, par ses exigences physiques, faits des ravages permanents parmi les travailleurs.

Le trait distinctif du conflit est que, cette fois-ci, il y a eu – et il y a – d'énormes manifestations de solidarité de la part de travailleurs d'autres pays européens. Au cours des grèves de 48 et 72 heures du mois de mars et de juillet, les travailleurs de San Fernando reçurent l'appui de leurs pairs allemands – lesquels lancèrent une grève de solidarité dans six centres logistiques – et de leurs collègues polonais, qui décidèrent de lancer une grève du zèle.

Bien qu'Amazon s'en soit tenu fermement à sa décision de modifier les conventions collectives et de précariser toujours plus les travailleurs de San Fernando,

8 Natalia Zuazo, *Los dueños de internet. Cómo nos dominan los gigantes de la tecnología y qué hacer para cambiarlo* [*Les maîtres de l'internet. Comment les géants de la technologie nous dominent et que faire pour changer cela*], Buenos Aires, Penguin Random House, 2018, disponible sur www.guerrasdeinternet.com.

9 *Ibid.*

10 Mercado Libre est une société argentine dédiée à l'intermédiation entre utilisateurs inscrits à son service d'achats, ventes, paiements et enchères sur internet. (*N.d.T.*)

11 Josefina L. Martínez, « ¡Bienvenida, clase obrera! Huelgas simultáneas en Amazon Europa » [Bienvenue, classe ouvrière ! Grèves simultanées chez Amazon Europe], www.ctxt.es, n°177, 18 juillet 2018.

12 Josefina L. Martínez, « Amazon: 48 horas de huelga contra 'el peor empleador del mundo' » [Amazon : 48 heures de grève contre « le pire employeur du monde »], www.ctxt.es, n° 160, 20 mars 2018. L'entrepôt de San Fernando de Henares (région de Madrid) ouvrit en 2012, avec 40 employés. Au moment de la grève de 2018, il comptait 1 100 employés permanents, plus 900 temporaires, soit 2 000 en tout. (*N.d.T.*)

les différentes actions de lutte ont commencé à les doter d'une belle expérience, ouvrant la porte à la possibilité de changer le rapport de force. Internationaliser la lutte face à un véritable poulpe mondial est un pas dans la bonne direction.

Rappi : la première grève argentine contre une plateforme numérique

Rappi est une entreprise colombienne de livraison en ligne qui a débarqué en Argentine au mois de mars 2018. Il s'agit d'une plateforme numérique qui met en relation les usagers et les livreurs, en retenant un pourcentage du coût de chaque envoi. Voici quelques données insolites : les livreurs de Rappi utilisent leurs téléphones portables personnels et leurs propres bicyclettes ou motos ; de plus, ils doivent acheter leur uniforme et leur sac à dos à l'entreprise elle-même ! Non seulement cela constitue une source de profits pour Rappi, mais c'est aussi une façon de se faire gratuitement de la publicité sur la voie publique, puisque l'uniforme porte son logo ainsi que quelques slogans, dont l'incroyable « *Nous livrons avec amour* ».

Être engagé en tant que coursier par cette plateforme de livraisons est simple : on charge l'appli, on scanne sa carte d'identité ou son certificat dit de « résidence précaire[13] » si on est étranger, on y ajoute une photo puis on accède à une formation. Dans une note de *La Izquierda Diario*, Ulises Valdez remarque que « *préciser qu'on peut présenter son certificat de résidence précaire n'est pas dû au hasard : beaucoup de jeunes immigrés n'ont pas d'autre solution que de prendre ces boulots précaires* »[14].

beaucoup de jeunes immigrés n'ont pas d'autre solution que de prendre ces boulots précaires

Ce qui est sûr, c'est qu'il est très difficile de trouver un travail déclaré quand on n'a pas ce certificat de « résidence précaire ». Au cours de son interview radiophonique réalisée dans le cadre de l'émission « El Lobby », Roger Rojas, employé de Rappi et immigré vénézuélien, confirme cette affirmation : « *On peut dire que, au sein de ces plateformes plus de 50 % ou 60 % des travailleurs sont des immigrés, qui ont deux fois plus de besoins parce qu'ils ne peuvent compter sur personne pour les aider. S'il nous arrive quelque chose, nous sommes seuls. Et cela fait que beaucoup parmi nous vivent dans la peur et n'élèvent jamais la voix*[15]. »

Mais, précisément, ce qu'ils ont fait le 15 juillet 2018, ça a été – littéralement – d'« *arrêter la moto* » et d'élever la voix contre l'entreprise colombienne. Dans un rapport du profil Twitter de La Cartelera de Trabajo[16], ces jeunes ont synthétisé leur situation et – sans le vouloir – celle de tous.tes les travailleurs.euses du monde des plateformes en une simple formule : « *S'ils nous considèrent comme indépendants, qu'ils ne nous contrôlent pas. S'ils nous contrôlent, qu'ils nous paient comme des travailleurs dépendants*. » Le fait est que, dans *les termes et les conditions* de Rappi, chaque coursier a une relation « libre » avec la plateforme : il se connecte quand il veut, il peut refuser des commandes sans que cela n'affecte ses possibilités de gagner de l'argent ni sa performance au travail.

Or, comme l'objectif de ces plateformes n'est pas la collaboration mais le profit, la *main invisible de l'algorithme* n'a pas tardé à entrer en scène. María Fierro, employée de Rappi, racontait dans l'émission de Bercovich de quelle façon la société a commencé à orienter les commandes, en assignant les pires courses aux livreurs les plus expérimentés dans le but d'attirer les nouveaux avec des courses plus rentables. En outre, si un coursier de Rappi refusait une course, il voyait chuter sa note et son classement et recevait du coup moins de commandes.

Cette manipulation des règles du jeu fut ce qui, ajouté à la précarité, aux risques physiques (Rappi ne fournit pas de protections –casques ou genouillères – et se décharge de toute responsabilité pour tout ce qui pourrait se passer après le moindre accident) et à des journées de travail longues et épuisantes, fit monter la colère et finit par déclencher un conflit. Par l'entremise d'un groupe Whatsapp, les coursiers organisèrent une grève à l'heure de pointe du troisième dimanche de juillet. Leur méthode fut de se rassembler en quelques endroits précis de Buenos Aires, activer l'application mais sans prendre aucune commande.

Rappi fut informée à l'avance de la protestation et, pour en amoindrir les effets, elle éleva ce jour-là la valeur de la part gagnée par chaque « collaborateur ». L'action rencontra néanmoins un grand succès et sema la plus grande confusion au sein de l'entreprise, qui se révéla incapable de répondre à toutes les commandes. Cela ouvrit aux livreurs un espace de négociation dès le lendemain quand, aux côtés des représentants de l'Association syndicale des livreurs à moto et des services [sigle en espagnol : ASiMM][17], ils apportèrent une liste de revendications, dont l'augmentation de la valeur de chaque course, la couverture des risques professionnels et la transparence dans l'assignation des livraisons.

Plus d'un mois après la première grève dans le pays contre une plateforme, la situation des livreurs de Rappi est loin d'être résolue[18]. De toute façon, il faut

13 En Argentine, l'obtention du certificat dit de « residencia precaria » précède celle de la carte de séjour temporaire, valable deux ans. Ce certificat permet de vivre dans le pays le temps que durent les procédures d'obtention du titre de séjour. (*N.d.T.*)

14 « Rappi: así funciona la empresa de pedidos online que ya tuvo su primer paro en Argentina » [Rappi : c'est ainsi que fonctionne la plateforme de vente en ligne qui a déjà connu sa première grève en Argentine], *La Izquierda Diario*, 17 juillet 2018.

15 Disponible sur : www.radiocut.fm.

16 La Cartelera de Trabajo fournit une information quotidienne sur le monde du travail en Argentine. (*N.d.T.*)

17 Ce syndicat de « motoqueros » est affilié à la CGT péroniste. (*N.d.T.*)

18 RFI informait le 8 août 2019 que, au début du mois, le juge Roberto Gallardo



insister sur le fait que le sale jeu de Rappi (qui s'appuie surtout sur un vide juridique et sur la promotion gouvernementale de ces emplois précaires vendus comme de « nouveaux » emplois) s'est heurté enfin à son premier obstacle, à savoir l'organisation indépendante des travailleurs en lutte pour leurs revendications[19]. Il reste à voir quel sera le comportement des bureaucraties syndicales face à un nouveau secteur de la classe des travailleurs qui commence à surgir et qui, selon toute vraisemblance, va continuer à croître.

Dans quel siècle vivons-nous ?

Le trait distinctif fondamental du capitalisme de plateforme est qu'on ne peut le séparer de la massification de l'accès à internet, aux ordinateurs et aux smartphones de ces dernières années. C'est là-dessus que se fondent ces compagnies pour se voir elles-mêmes comme une partie prenante du « futur » et du « nouveau ». Cependant, comme nous l'avons vu avec les exemples des conflits chez Amazon et Rappi, quand nous descendons du *nuage* à la *réalité matérielle*, nous observons que la seule logique qui le régit est la maximisation des profits. Cela se vérifie clairement quand on observe les conditions absolument précaires dans lesquelles ces sociétés maintiennent leurs centaines de milliers d'employés. Une exploitation de la force de travail qui, par ses rythmes inhumains, son manque total de protection et ses salaires de misère, nous rappelle un peu trop les entreprises capitalistes du XIXe siècle.

Julian TYLBOR

Texte paru in www.laizquierdadiario.com, 28 août 2018.
Traduit de l'espagnol par Miguel Chueca.

◊

avait sommé trois entreprises de livraison à domicile opérant en Argentine, dont Rappi, de déclarer tous leurs « collaborateurs » et de leur garantir une assurance complémentaire de santé ainsi qu'un équipement de sécurité adapté. La décision faisait suite à une résolution prise en décembre 2018, après une plainte de l'ASiMM. Le juge ordonna « *le blocage de tous les paiements par carte bancaire sur les sites et applications mobiles de ces sociétés et demanda à la police d'intercepter les livraisons qui ne respecteraient pas ces normes* » (www.rfi.fr, 8 août 2019). (*N.d.T.*)

19 Après le mouvement de l'été 2018, les employés de Rappi constituèrent l'App Sindical (Association du personnel des plateformes), le premier syndicat argentin regroupant les travailleurs des plateformes numériques. (*N.d.T.*)

BRÈVE

De la promotion commerciale de l'antisémitisme

Beaucoup de choses ont déjà été dites sur les multiples nuisances économiques, environnementales et sociales d'une entreprise géante comme Amazon, en particulier durant les deux mois de confinement que nous venons de vivre. Néanmoins, peu de commentateurs, y compris parmi les plus critiques, ont souligné qu'il fallait ajouter à ce bilan ultra-négatif – symbole du mortifère capitalisme de plate-forme – la diffusion d'ouvrages antisémites comme *Les Protocoles des sages de Sion*, les écrits négationnistes de Robert Faurisson, d'Hervé Ryssen, etc. Une étude récente publiée sur le site MEMRI la documente, capture d'écrans à l'appui sur le site Amazon.fr. Elle laisse le lecteur hésitant entre rage et consternation quand il y lit que les algorithmes du géant du commerce en ligne proposent *Mein Kampf* d'Adolf Hitler pour « un Noël tout en lecture » et renvoient le visiteur qui se serait arrêté sur la page d'un ouvrage antisémite à d'autres livres de même nature : « *Les clients ayant acheté cet article ont également acheté…* » Ce qui n'est ni plus ni moins que de la promotion commerciale d'ouvrages antisémites ou néo-nazis, interdite, du moins en théorie, en France ! On attend encore la réaction des autorités concernées… En attendant, l'organisation d'un boycott de cette entreprise nuisible et mortifère devrait s'imposer au plus grand nombre !

Source : http://memri.fr/2020/01/24/amazon-fr-plus-grande-entreprise-commerciale-de-vente-douvrages-antisemites-en-francais/

Sur notre blog

https://revolutionproletarienne.wordpress.com

La Fascinante Démocratie du Rojava
(entretien avec Pierre Bance)

♦

Iran :
Libération immédiate et sans condition des militants syndicaux emprisonnés !

♦

Plainte de l'intersyndicale du ministère du Travail à l'OIT

♦

L'école n'est pas une mascarade
(Lettre ouverte des enseignantes de l'école maternelle François Mitterrand de Saint Jean de la Ruelle)

Les affects du syndicalisme

Les réformes du « dialogue social » : 2008, Rebsamen El Khomri et les ordonnances Macron du CSE puis la loi 2019 de transformation de la fonction publique accélèrent le processus d'institutionnalisation du syndicalisme et dirigent progressivement toutes les organisations syndicales vers une homogénéisation des passions – des désirs syndicaux de négociation, de « dialogue social ».

Certaines organisations syndicales « de luttes » – CGT, FO, Solidaires et FSU – relatent sur le terrain une dérive de leur forme de syndicalisme qui laisse progressivement place à une généralisation de la professionnalisation de l'activité syndicale. Autrement dit, il se dessine un paysage syndical se structurant sur une tout autre forme de syndicalisme, tournée vers la négociation, l'accompagnement, le « dialogue social », un syndicalisme délégataire (aux instances représentatives du personnel) principalement occupé à la négociation avec le patronat.

L'espace social ou la configuration qui régit actuellement le champ syndical me semble être la suivante :

Certaines organisations syndicales sont structurées par un syndicalisme professionnel, de cogestion, enfermées dans le cercle de la « négociation », de « partenariat social » au sein des collectivités, qui selon Philippe Martinez « s'adaptent » – dont l'objet de désir, se constitue d'un conatus désireux, pour reprendre une analogie hospitalière, de soigner les blessures que laisse le monde du travail. Nous aurions très bien pu dire : « limiter la casse.»

D'autres organisations syndicales reposent sur une forme de syndicalisme de lutte – de « contestation » de l'ordre dominant. Elles s'opposent, luttent et combattent le pouvoir politique dominant. Leur objet de désir est entre autres celui de la guérison des blessures laissées par le monde du travail et idéalement les prévenir.

Plus le gouvernement – au service de l'ordre dominant capitaliste – s'activera à des mécanismes de destruction des syndicats contestataires aux désirs de lutte, plus il ressentira de joie de ne plus avoir une chose – un corps – un collectif d'action qui s'oppose à l'augmentation de sa puissance d'agir. Comme l'historien Stéphane Sirot l'analyse, l'objectif de ce processus d'institutionnalisation du syndicalisme est celui de la dévitalisation des capacités de lutte des organisations syndicales et par là donc une « dévitalisation » de la force – de la puissance d'agir des corps syndicaux de lutte. Autrement dit, l'intérêt et l'enjeu du gouvernement sont d'affaiblir et faire disparaître toute opposition combative – dont fait partie la CGT en alignant sa structure passionnelle d'origine sur des désirs qui sont ceux de l'ordre dominant.

Un rapport de force favorable aux organisations syndicales de travailleurs public/privé confondus pourrait être la constituante d'un habitus (dispositions, manières de penser) ou d'un conatus (toute chose autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être, *Éthique III*, Spinoza), homogène, de même structure qui fonctionnerait comme un corps – une force ou puissance d'agir guidée par des affects (des désirs/passions) de luttes – de lutte de classes au sens marxiste qui émanciperaient et libéreraient les salariés de la captation de leurs affects par le capital pour servir ses propres intérêts, de sorte que les salariés puissent alors s'activer librement à la poursuite de leurs désirs, intérêts différents de ceux que possède le capital.

À cela, la philosophie de Baruch Spinoza, combinée à la sociologie de Pierre Bourdieu que mobilise le philosophe et économiste Frédéric Lordon, pourrait apporter bien des éléments pour résoudre cette énigme – ou au minimum constituer un bout de la clé.

En effet, un « corps » ou des puissances d'action collective ne peut se former qu'en se fondant sur des affects – des désirs communs. Pour former un collectif d'action, une dynamique sociale des plus fortes, partager les mêmes affects, ici d'indignations – de lutte, au sens de désirs et passions homogènes au sein d'un groupe d'actions de lutte pourrait permettre d'obtenir ou au moins favoriserait le lien nécessaire à la formation d'un collectif d'action.

Actuellement, dans les luttes sociales, des forces dites contestataires prennent différentes orientations, cheminements affectifs. Cette configuration ou disposition affective tend à répartir la puissance d'agir à travers des corps poursuivant la réalisation de désirs, parfois distincts. Partager des affects d'indignations envers l'ordre dominant ne suffit pas à le renverser. La puissance d'agir des luttes doit – pour être plus attractive – plus puissante, que celle dominante, prendre son ancrage dans et par la construction d'une seule et même direction affective dans laquelle un corps puissant pourrait s'élancer. Pour le rendre possible, cela supposerait que tous les salariés – le collectif de travail uni s'emparerait de l'outil que peut représenter l'organisation syndicale pour s'organiser et construire un « nous », un seul et même « conatus », ou d'habitus – au sens de la sociologie de Pierre Bourdieu.

L'institutionnalisation du syndicalisme est un frein à la syndicalisation de syndicats comme notamment la CGT qui connaît une baisse du nombre d'adhérents.

Ainsi, la CGT devrait travailler dans l'ensemble à davantage syndiquer les femmes d'une part et les cadres d'autre part. En suivant un rite spinozien, la CGT gagnerait à augmenter la puissance du désir – d'affect de syndicalisation chez les cadres et les femmes en mettant cette syndicalisation au service des « luttes sociales ». Face au projet patronal et gouvernemental de colonisation des désirs syndicaux, l'enjeu qui se pose pour un syndicat comme la CGT est la réaffirmation puissante de ses propres objets de désirs – à savoir de luttes pour une société plus juste et libérée de l'exploitation capitaliste.

Sarra SEBAOUI

Humains et Non-humains

1. Des virus, des bactéries, des animaux et des hommes !

a./ Avec la Covid-19, les non-humains – animaux, bactéries et virus interdépendants – reviennent au premier plan de l'actualité. L'émission « Le Dessous des cartes » sur *Arte* est bien connue des lecteurs de *La RP* (J.-C. Victor, *RP* n°796). Celle du 30 mai 2020 portait sur les genèses millénaires des pandémies, en particulier virales.

b./ Dans leur cas, les non-humains liés entre eux et aux humains sont « le » virus, « la » chauve-souris, et pour la Covid-19, le pangolin, hier ignoré, aujourd'hui connu dans le monde entier. L'animal est « *chassé pour sa viande et recherché pour ses écailles utilisées en médecine traditionnelle chinoise* ».

c./ Le nouveau non-humain viral est donc un nouveau Coronavirus, la Covid-19. Rappelons qu'un virus est une « semi » cellule, dite acaryote. Elle est sans noyau comme les procaryotes. Plus limitée encore, elle ne peut se reproduire que sur une base invasive monopolisant à son service les moyens reproducteurs de « l'hôte » envahi.

d./ Remontant l'histoire, *Arte* (2020) présente les plus anciennes maladies contagieuses mortelles et leurs liens aux animaux. La rougeole « *apparaît avec la domestication des bovins vers moins 6500 ans.* » Au contraire, la variole, autre maladie virale, est qualifiée d'interhumaine. Bovins, singes, chameaux ont leur propre sorte de variole. Les virus sont spécifiques mais, comme un virus peut muter, son passage de telle autre espèce animale à l'espèce humaine peut finalement advenir. La peste relève d'une bactérie (cellule procaryote sans noyau mais se reproduisant elle-même). Elle est transmise par toutes sortes de rongeurs et pas seulement par les rats et leurs puces. Elle l'est aussi par des carnivores familiers, chiens et chats.

La pandémie de la Covid-19 s'inscrit dans un cycle de nouvelles pandémies virales spécifiques...

e./ « Non-humain » ne caractérise pas seulement animaux, végétaux, bactéries et virus mais aussi des réalités physiques qui contribuent à la transmission comme l'air et l'eau. Certes du fait de leur pollution bactérienne ou virale. L'eau dans le cas du choléra.

f./ La pandémie de la Covid-19 s'inscrit dans un cycle de nouvelles pandémies virales spécifiques que liste Vinciane Despret, préfacière du récent livre de Frédéric Keck (2020). Soit : Grippes « espagnole » (1918), asiatique (1957), de Hong Kong (1968). Mais aussi fièvre hémorragique liée au virus Ébola (1976). La déforestation en République du Congo a favorisé les contacts entre animaux sauvages, telle la chauve-souris, et les humains. Quant au Sida (1981 en France), son virus, le VIH est issu de chimpanzés du Congo (années 20) puis du Cameroun (années 60). Il a la propriété de se transmettre par voies sexuelles et sanguines.

g./ En 2003, le SRAS, syndrome respiratoire aigu sévère, forme très grave de pneumonie, s'est répandu essentiellement en Chine, à Hong Kong, Taïwan et Singapour. Ajoutons, le Mers (2012) syndrome respiratoire moins connu car cantonné au Moyen-Orient et à la Corée du Sud, transmis aux humains par les dromadaires qui l'ont attrapé des chauves-souris.

2. Révolutions néolithiques, industrielles, croissances, histoire des pandémies

a./ La croissance démographique des populations post-révolution néolithique a entraîné des regroupements humains en sociétés de plus en plus denses. Les échanges, guerriers ou commerciaux, sont allés croissant à mesure que les transports gagnaient en variété, capacité, rapidité. Tout cela conduit à la survenue des épidémies et pandémies.

b./ Au 4e siècle de notre ère, la variole est en Chine. Au 7e siècle, elle est en Inde et autour de la Méditerranée. La Péninsule ibérique est atteinte par la conquête musulmane et la variole passe alors en France. Aux 11e et 12e siècles, elle suit les Croisés.

c./Au 16e siècle, ce sont les marins espagnols et portugais que les virus accompagnent vers le Nouveau Monde. Même si les situations d'alors et d'aujourd'hui sont de connaissance et de complexité différentes, Philippe Descola (2020-06-03) fait bien de rappeler la monstruosité du phénomène qui frappe le continent américain : plus de 50 millions de morts. Rapporté, à la France actuelle, il faudrait l'imaginer perdant « *les neuf dixièmes de sa population… Il suffit de penser que des gens ont réellement connu des événements de ce type pour comprendre que la situation présente n'est que modérément inédite* ».

d./ Quant à la peste, une information surprendra. Vers 1344, elle part de Chine : déjà elle aussi de Wuhan, ville aujourd'hui connue du monde entier. « *Via les routes de la soie, la peste voyage avec les Mongols dans les steppes d'Asie centrale puis en Inde…Elle emprunte les navires génois qui la répandent, à Constantinople, Messine et Gênes* » (*Arte*, 2020). Elle arrive à Marseille en 1347, remonte le Rhône, gagne Paris et toutes les grandes villes d'Europe moins d'une décennie après son départ de Wuhan. Quand, vers 1352, elle prend fin, la peste a fait 50 millions de morts en Europe.

e./ Le choléra suit et provoque déjà l'actuel débat. Plutôt s'abriter de la contagion ; ou plutôt poursuivre la vie économique. C'est seulement 50 ans plus tard que Koch découvre le bacille transmis par l'eau. Après 1817, il y aura 7 épidémies.

f./ Les processus de contagion pandémique à l'échelle planétaire s'accélèrent avec la grippe espagnole, en fait américaine. Vers la fin de la 1ère Guerre mondiale (mars 1918), elle va des États-Unis vers l'Europe, atteignant tranchées, camps, contrées. Elle cause 50 millions de morts : plus du

double de ceux déjà causés par la Guerre même.
g./ Un demi-siècle après, à l'été 1968, la grippe de Hong Kong prend les transports aériens de masse vers Taïwan et Singapour. Dès septembre, du fait de la guerre menée par les États-Unis au Vietnam, les Marines emportent la grippe en Californie. Enfin le virus se retrouve en Europe dès l'hiver. « *En quelques semaines* », en France, « *plus de 30.000 morts* », sans émouvoir l'opinion ou les médias.
h./ Particulière est l'épidémie liée au virus Ébola. Originaire de la République du Congo, elle touche Guinée, Sierra Leone, Liberia. Les graves déficiences des systèmes de santé locaux font que 50% des malades atteints décèdent. Une telle mortalité « *limite la propagation du virus hors d'Afrique.* » (*Arte*, 2020).
i./ Un contexte de départ semblable et les modalités spécifiques de transmission du virus HIV contribuent à une progression échelonnée du sida. Pour Paul Benkimoun (2014) « *le virus est apparu en 1920 à Kinshasa* ». Il réapparaît au Cameroun dans les années 60, il se redéveloppe au Congo-Kinshasa et en Afrique centrale. Il faudra sa propagation en Californie au début des années 80 pour qu'il gagne le monde entier. Au total en 40 ans, « *le virus a fait 36 millions de morts dans le monde* ».

3. Covid-19. Les avertissements successifs de tous ordres n'ont pas manqué

a./ Au fur et à mesure de sa constitution poursuivie au long des siècles, la longue histoire des épidémies que nous venons de rappeler, constituait déjà un avertissement répété.
b./ Plus près de nous, la survenue d'un virus menaçant l'espèce humaine et partant de Wuhan a été posée dans un roman de science-fiction au milieu du 20e siècle. Cela nous a valu en février 2020, un début de théorie du complot, peut-être énoncée de bonne foi.
c./ Le fait historique bien établi de la peste partant de Wuhan au 14e siècle était très certainement connu du romancier. Il projette ce passé réel sur un futur vraisemblable qui, quelques décennies plus tard, se révèle exact au présent. La fiction avertit à sa façon.
d./ Quant au complot, Trump et Bolsonaro le reprennent contre la Chine. Déjà pour discréditer l'OMS jugée prochinoise et pouvoir arrêter ainsi leurs subventions.
e./ La philosophie et la science aussi avertissent. Peter Singer (1975), philosophe australien qui enseigne aux États-Unis à l'Université de Princeton, voit son livre la *Libération animale* traduit en français en 1993, dix-huit ans après l'édition originale survenue un demi-siècle avant le Covid-19 mais à un an seulement d'Ébola qui sera suivi du Sida, du Stras, du Mers.
f./ Singer ne manque pas de rappeler les avertissements utilitaristes encore plus anciens : de Jérémy Bentham (1748-1832) à Henry Sidgwick (1833-1900). Dans *La Libération animale*, le chercheur étend « *le principe d'égale considération des intérêts* » aux non-humains. Cette égalité fonde l'interdépendance ignorée ou déniée de tous les êtres.
g./ Cela le conduit à compléter les mises en évidence des erreurs et fautes du racisme et du sexisme. Pour celles concernant les animaux, il invente le terme de « spécisme », nommant ainsi toute conception et pratique dégradante à l'égard des espèces animales.
h./ Xénophobies, indifférences sont de bien mauvaises conseillères. Traiter les animaux de façon inconsidérée, voire monstrueuse, déclenche des perturbations étendues et profondes qui retentissent inévitablement aussi sur les humains Nous payons à un tarif élevé le prix de l'ignorance voire du déni de la puissante interdépendance écologique.
i./ Un nouvel évènement sanitaire hyper grave survient peu avant la dernière décennie du 20e siècle et joue aussi sur le moment son rôle d'avertissement : la catastrophique maladie de la vache folle. L'ESB, encéphalopathie spongiforme bovine, touche d'abord le Royaume-Uni où elle infecte plus de 200.000 animaux. Elle est le résultat d'une escroquerie commerciale, la fabrication et la vente admises dans l'alimentation des herbivores de farines carnées produites à partir de carcasses et de cadavres d'animaux non consommables.
j./ L'affaire se révèle fort dangereuse quand, en 1996, il est avéré que la maladie est transmissible aux humains consommant de la viande (Demorgon, 2001). La maladie peut atteindre aussi nombre d'autres espèces. En 2004 encore, on découvre « le cerf fou » au Colorado. Une battue gigantesque permet d'en abattre plus de dix mille.
k./ Dans un tel contexte, c'est un avertissement global qui est donné par Agnès Sinaï et Yves Cochet en 2003 sous le titre programme : *Sauver la terre*. Les avertissements sont nombreux, d'ordre divers mais concernent toujours aussi les relations entre humains, non humains.
l./ Dès lors comment s'étonner que, dès 2005, paraisse, entièrement centré sur ce thème, le livre exceptionnel de l'anthropologue Ph. Descola : *Par-delà nature et culture* (2015, 2005). Certes, l'écologie bénéficie d'apports multiples dont ceux traités ici. Et d'autres apports plus généraux visant à la fonder. Ne citons que Grégory Bateson, Félix Guattari, ou John B. Cobb.
m./ Avec Descola, un seuil fondamental tout à fait nouveau est franchi. Grâce à une ethno-sociohistoire multimillénaire jamais faite sur les genèses idéologiques et pratiques des relations « humains, non-humains ». Suite inédite de l'histoire multiple, cosmobiologique, des longues genèses conjointes de la Terre et de la vie. Ensemble, ces deux histoires établissent la première « *critique de la raison écologique* ». C'est la condition pour la possibilité de faire advenir l'écologie comme science destinale.
n./ Ces apports de Descola, et leurs conséquences juste évoquées, feront l'objet d'une prochaine étude. En tout cas, le lien avec nos soucis actuels ne fait aucun doute. Il est même singulièrement personnifié par Frédéric Keck, chercheur des plus liés à l'œuvre de Descola. Dès 2010, dix ans avant le Covid-19, il sort un livre au titre inédit : *Un monde grippé*. Faisant le bilan des grippes meurtrières successives et de leurs causes, Keck est tout à fait conscient d'une épidémie future et de notre impréparation.
o./ 2012 *The Lancet* sort un numéro avec Carlos Zambrana-Torrelio et plusieurs chercheurs : la prochaine pandémie est annoncée huit ans avant dans un dossier intitulé *Zoonoses.*
p./ Marina Aizen (2020) évoque David Quammen (2013) et son livre aux titre et sous-titre en quasi cri : *Spillover: Animal Infections and the Next Human Pandemic.* Métaphore de « *La tache d'huile* », épidémie en extension ! Sous-titre prophétique, sept ans avant.

4. Déni de l'interdépendance écologique « humain, végétal, animal, viral »



a./ Co-fondatrice de l'agence *Journalistes pour la planète* et connue pour ses diverses études écologiques, Marina Aizen fait le point sur les situations à l'origine de certaines maladies contagieuses transmissibles aux humains. Elle se réfère à plusieurs chercheurs présents dans les divers lieux menacés de la planète.

b./Ainsi, Zambrana-Torrelio (2020), chercheur bolivien, vice-président *d'EcoHealth Alliance*, étudie plusieurs foyers épidémiques de la planète. Il travaille au Liberia et en Sierra Leone, à la suite de la survenue de l'épidémie « Ébola ». Or, l'origine est dans la déforestation. Elle chasse les chauves-souris et les met en contact avec d'autres espèces. On a un bouillon de culture avec circulation et mutation du virus franchissant la barrière des espèces jusqu'à l'homme.

c./ Loin de l'Afrique, pour une autre pathologie contagieuse, Zambrana-Torrelio fait le même constat « *À Bornéo, la fragmentation du couvert forestier provoque une recrudescence du paludisme. Dans des espaces ouverts, il y a de grands trous dans lesquels s'accumule l'eau et où se reproduisent les moustiques. Ceux-ci vont transmettre le parasite, donnant la malaria aux hommes qui, près de là, exploitent les palmiers à huile.* »

d./ Concernant cette pathologie contagieuse, M. Aizen ne peut qu'évoquer aussi le Brésil : « *Jair Bolsonaro s'enorgueillit de la souveraineté brésilienne sur les cendres de l'Amazonie.* » Elle rappelle l'étude de la revue *Emerging Infections Diseases* montrant qu'en 2010 « *la destruction de 4% de la forêt avait entraîné une hausse de 50% des cas de paludisme.* »

e./ L'été dernier, Zambrana-Torrelio découvre l'existence d'un nouveau foyer épidémique en Bolivie, causé par le virus « Chapare » (nom d'une province au cœur du pays). Or, surprise, on avait déjà identifié dans la région de Cochabamba, en 2003, ce virus dans une zone déboisée pour y installer des rizières. Seize ans plus tard, à 300 kilomètre de là, par hasard (!) un homme s'en trouvait porteur. « *Sans que l'on sache comment le virus avait voyagé des rizières tropicales aux altitudes andines.* »

f./ Aizen se réfère de nouveau à Quammen (2020). Celui-ci, dans un reportage pour la *National Public Radio* (États-Unis), souligne que les êtres humains sont « *le point commun à toutes les zoonoses* » (maladies d'origine animale). « *Nous avons tellement proliféré ; nous perturbons tant la planète. Nous rasons les forêts tropicales. Nous dévorons la vie forestière. Quand on entre dans une forêt, il suffit de secouer un arbre pour que tombent les virus.* »

g./ Il y a plusieurs grandes origines des épidémies mais elles sont en rapport avec toutes sortes de conduites humaines identifiables comme « *n'importe quoi qui rapporte* » suivi d'un « *Après nous le déluge* ». Les maléfices extrêmes qui accompagnent ces propos ont été soulignés dans un livre éponyme de P. Sloterdijk (2016, 2014) auteur aussi d'une *Critique de la raison cynique*.

h./ En tout cas, la déforestation sauvage, irréfléchie, désordonnée est bien l'une des principales causes. Les chercheurs sont conduits à répéter la leçon d'écologie peu entendue et incomprise. À savoir l'étendue et profonde interdépendance entre le végétal, l'animal, le viral et l'humain.

i./ Zambrana-Torrelio entre dans la complexité temporelle des ajustements entre espèces. « *Les espèces sauvages ne sont pas malades des virus dont elles sont porteuses, car elles ont évolué avec eux depuis des milliers d'années… Tout animal peut être porteur d'une cinquantaine de virus différents. Cela fait partie de la dynamique du système écologique. Les virus ne sont nouveaux que pour nous…* ».

j./ Fidel Baschetto, de l'Université de Cordoba (Argentine) confirme : « *De nombreux virus ont co-évolué avec certaines espèces et ces dernières ne sont pas malades. L'agent (potentiellement) pathogène « sait » que, quand il pénètre dans un nouvel organisme (de cette espèce), il ne « doit » pas le faire succomber car cette mort entraîne aussi la sienne.* » Certes, « *avant l'évolution de ce micro-organisme viral... la cohabitation produit la maladie.* »

5. Promouvoir les laboratoires. Interdire totalement les Wet Markets

a./ La rumeur accuse un laboratoire fruit d'une coopération scientifique franco-chinoise. Jadis, dans l'empire ottoman, on accusait les observatoires astronomiques d'être la cause des épidémies d'alors. En réalité, le laboratoire a été conçu avec quatre niveaux de sécurité.

b./ On veut trouver la cause du « mal » dans l'exercice hyper-précautionneux de la science alors que c'est elle qui nous donne les seuls moyens efficaces de le connaître et d'y

remédier. L'éradication réussie de la variole, les réductions de la rougeole et de la tuberculose en témoignent. D'autant que la cause est hyperconnue. Avant déjà mais – en tout cas depuis 2003 avec l'épidémie du SRAS, – on perçoit que cette cause est, au vu et au su de tout le monde, sous zéro niveau de sécurité.

c./ Spécialistes et experts et même, là-bas, de simples passants savent bien ce que soulignent Peter Singer et Paola Cavalieri (2020) : « L'épidémie actuelle trouve ses origines dans les *wet markets* » où des animaux vivants en plein air sont abattus à la demande. Pendant tout décembre 2019, les Chinois « *contaminés par le virus avaient un lien avec le marché de Huanan, à Wuhan ». Des marchés similaires sont disséminés en Chine, au Jap*on, au Vietnam, aux Philippines et dans bien d'autres pays sur tous les continents.

d./ Wet Markets, « *marchés humides* », quel euphémisme ! Singer et Cavalieri citent la description qu'en donnait récemment le journaliste Jason Beaubien à la Radio publique nationale américaine : « *Des poissons s'agitent dans des bacs ouverts, éclaboussant le sol. Les étals dégoulinent de sang, tandis que le poisson est vidé puis découpé sous les yeux des clients. Tortues et crustacés grimpent les uns sur les autres dans des cageots. La glace fondue se mêle à la boue. Il y a beaucoup d'eau, beaucoup de sang, d'écailles et de boyaux.* »

e./ M. Aizen cite le scientifique Claudio Bertonatti qui les décrit tels aussi en Amérique latine : « *Louveteaux, hamsters, rats, loutres, blaireaux, civettes, volailles, poissons, reptiles vivants, entassés les uns sur les autres, mêlent leur souffle, leur sang et leurs excréments.* »

f./ Tous les scientifiques s'accordent à reconnaître qu'une telle promiscuité animale et humaine génère un environnement particulièrement malsain. Celui-ci, est inévitablement responsable de la mutation qui a permis à la Covid-19, se propageant d'animal en animal, d'acquérir aussi la capacité de se fixer sur les récepteurs de cellules humaines.

g./ Dans ces conditions, et depuis le 26 janvier 2020, les responsables chinois ont, pour le moment, interdit tout commerce d'animaux sauvages. Lors de la crise du SRAS, en 2003, ils avaient interdit déjà l'élevage, le transport et la vente de civettes et autres animaux sauvages. Ils avaient levé ces interdictions au bout de six mois.

h./ Singer (2020), rapporte que depuis la Covid-19, Zhou Jinfeng, de la Fondation pour la conservation de la biodiversité et le développement vert de la Chine, demande que « *le trafic illégal d'espèces sauvages* » soit interdit de manière permanente. Il estime qu'en projetant de ne mettre fin qu'au commerce des espèces protégées, l'Assemblée nationale populaire, très haute instance dirigeante, ne va pas assez loin.

i./ Un autre spécialiste de l'environnement, Martin Williams, physicien et chimiste diplômé de Cambridge, établi à Hong Kong, le clame aussi : « *Tant que ces marchés se maintiendront, il y aura un risque de voir apparaître de nouvelles maladies. Il est grand temps que la Chine ferme ces marchés. Cela lui permettrait à la fois de faire des progrès en matière de droits des animaux et de conservation de la nature, et de réduire les probabilités qu'une maladie made in China se propage dans le monde entier.* »

j./ Marina Aizen (2020) conclut elle aussi dans ce sens avec les claires et fermes paroles de Carlos Zambrana-Torrelio (2019) : « *Arrêtons de penser que les êtres humains sont un élément indépendant du système écologique. Nous en déduisons à tort que nous pouvons transformer, détruire et modifier l'environnement à notre convenance. Tout changement que nous imposons inconsidérément à la planète aura une répercussion sur notre santé.* ».

Jacques DEMORGON

*

Bibliographie

Aizen M. 2020. « *Coronavirus y desmonte. Las nuevas pandemias del planeta devastado* » Univ. San Martin. *Anfibia*, Buenos Aires. Tr. fr. « La destruction des écosystèmes par l'humain favorise l'émergence d'épidémies » - « Les épidémies couvent sous les cendres des forêts ». *Courrier international* : Repenser le Monde, n° 1534, 26 mars-1er avril, p.14-15.

ARTE. 2020. « Épidémies, une longue histoire » (Émilie Aubry), *Le Dessous des Cartes*, 23 mai.

Benkimoun P. 2014. « Aux origines de la pandémie du sida », *Le Monde*, le 3 octobre.

Cochet Y., Sinaï A. 2003. *Sauver la terre*. Fayard.

Coccia E. 2016. *La vie des plantes*, Payot-Rivages.

Demorgon J. 2001. « La vache cannibale européenne et l'économie mondiale, Prise de risques et principe de précaution », *Conventions & Management Européen*, février.

Descola Ph. 2020. « Il faut repenser les rapports entre humains et non-humains ». *CNRS,* le 3 juin.

Descola Ph. 2015 [2005] *Par-delà nature et culture*. Gallimard Folio.

Keck F. 2020. *Les Sentinelles des pandémies. Chasseurs de virus et observateurs d'oiseaux*. Zones sensibles.

Quammen D. 2020. "Kill em'all, *New York Public Radio*, 24 mars.

Quammen D. 2013. *Spillover: Animal Infections and the Next Human Pandemic*, W. W. Norton.

Singer P., Cavalieri P. 2020. « Une opportunité de modifier notre attitude envers les espèces non humaines » Covid-19. Les philosophes face à l'épidémie, *Philosophie Magazine* 138, avril, p. 22-23.

Sloterdijk P. 2016. *Après nous le déluge.* Fayard.

Zambrana-Torrelio C., Dr. S. O'Brien. 2020. Biodiversity and Public Health. NatureServe.org: Interview, 26.03.

Zambrana-Torrelio C. e.a. 2019. An Ecological Framework for Modeling the Geography of Disease Transmission. Vol. 34. *Trends in Ecology & Evolution*.

Zambrana-Torrelio C., e.a. 2012. "Prediction and prevention of the next pandemic zoonosis" In Zoonoses, *The Lancet* Vol. 380, déc.

◊

Dépôts en librairie

La RP est disponible (en petite quantité) dans les librairies suivantes:

♦ Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

♦ Librairie Transit, 45 Bd de la Libération 13001 Marseille.

♦ Librairie l'Odeur du temps, 35, rue Pavillon 13001 Marseille

♦ Librairie L'Hydre aux mille têtes, 96, rue Saint-Savournin 13001 Marseille.

Le darwinisme social

Dans son riche article intitulé « Le vrai Darwin » (La RP, *n° 808, mars 2020), Jacques Demorgon a consacré un paragraphe à la théorie de «* l'évolution concurrentielle idéologisée ou "darwinisme social" *», une expression qui serait apparue pour la première fois en décembre 1877, non pas dans un livre – je me permets de rectifier l'information donnée par notre ami – mais dans un article de Joseph Fisher paru dans la revue* Transactions of the Royal Historical Society. *Patrick Tort, le grand spécialiste du sujet en France, avait relevé naguère que le premier ouvrage entièrement consacré à cette notion avait été* Le darwinisme social, *publié en 1880 par une maison d'édition parisienne. Son auteur, Émile Gautier (1853-1937), un jeune et brillant propagandiste à l'époque, passa à la fin du XIXe siècle, tel un météore, dans le milieu anarchiste français. Après avoir été impliqué dans le fameux « Procès des 66 » ou « Procès des anarchistes de Lyon », condamné puis gracié en 1885, il tourna le dos à ses convictions révolutionnaires pour embrasser la carrière journalistique et collaborer à la presse la plus bourgeoise et bien-pensante.*

En complément à l'article de Jacques Demorgon, il nous a paru utile de rappeler l'existence de l'étude d'Émile Gautier et d'en proposer quelques extraits aux lecteurs de « La RP ».

M. Ch.

♦

« La théorie de Darwin s'étend-elle à l'homme ? Règle-t-elle le développement de l'homme en tant que molécule sociale aussi bien que le développement de l'homme en tant qu'être vivant ? Quelle est son influence sur le progrès des individus et des peuples ? Telles sont les questions auxquelles il est urgent de répondre. Ce sont de beaucoup, parmi celles qu'évoque la discussion du transformisme, les plus graves et celles dont l'intérêt est le plus vif et le plus immédiat.

Toute théorie, en effet, qui, se référant aux principes mêmes, aux principes essentiels de la science, constitue une philosophie nouvelle, emprunte surtout sa valeur à l'action qu'elle est appelée à exercer, dans le domaine de la pratique, sur les institutions politiques et sur les arrangements sociaux. Or, selon qu'il sera répondu dans un sens ou dans un autre, les conclusions pourront être sensiblement divergentes : il s'en pourra déduire non seulement deux théories, deux conceptions abstraites du monde et de la société, mais, ce qui nous touche de plus près, deux règles générales de conduite diamétralement opposées.

N'est-ce pas, en effet, sur la doctrine du transformisme, étendue jusqu'à l'homme inclusivement, que s'appuient les disciples de Malthus et les fauteurs de l'inégalité sociale, qui – comprenant enfin que les Dieux s'en vont, que le droit divin a fait son temps, et que la foi, désormais épuisée, n'est plus une discipline suffisante – demandent aujourd'hui à la science la justification de leur prédominance et de leurs prélibations[1] ?

Les prétentions de MM. les ploutocrates et de MM. les économistes sont-elles autre chose, au moins en apparence, que la conclusion logique du darwinisme transportée dans le domaine social ?

La cruauté du darwinisme social : Malthus et Hæckel[2]

Que dit Malthus ? Citons textuellement ses propres paroles, qui formulent, avec une crudité inimitable, l'arrêt sans appel frappant les faibles : « *Un homme qui naît dans un monde déjà occupé, si sa famille n'a pas le moyen de le nourrir, ou si la société n'a pas besoin de son travail, cet homme, dis-je, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture : il est réellement de trop sur la terre. Au grand banquet de la nature, il n'y a point de couvert mis pour lui. La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution… Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien méprisable de prétendre lui arracher le sceptre des mains. Que cet homme soit donc livré au châtiment que la nature lui inflige pour le punir de son indigence ! Il faut lui apprendre que les lois de la nature le condamnent, lui et sa famille, aux souffrances, et que, si lui et sa famille sont préservés de mourir de faim, ils ne le doivent qu'à quelque bienfaiteur compatissant, qui, en les secourant, désobéit aux lois de la nature… La justice et l'honneur nous imposent le devoir de désavouer formellement le prétendu droit des pauvres à être assistés.* » (*Essai sur la population*[3].)

Rien de plus net, rien de plus catégorique. On peut protester, on peut déplorer cette fatalité tragique ; on peut critiquer les formules, discuter les chiffres, repousser les palliatifs proposés ou en proposer d'autres, la conclusion n'en restera pas moins à peu près identique, avec son caractère de nécessité inéluctable.

La grande loi de sélection, reconnue par Darwin, ordonne aux faibles, aux pauvres, aux souffrants, aux déshé-

1 L'expression « droit de prélibation » était, à l'époque de Voltaire, synonyme de « droit de cuissage ». Le lexicologue Alain Rey note que, à partir de 1846, elle a été reprise dans le droit moderne dans le sens de « droit de jouir en premier de quelque chose ». (*N.d.É.* : les notes de bas de page sont de l'auteur ou de l'éditeur. La précision ne figure que dans ce dernier cas.)

2 Les sous-titres sont de l'éditeur.

3 Le titre exact du livre de Malthus est *Essai sur le principe de population*. Ce passage ne figura que dans la première édition de la version originale, *An Essay on the Principle of Population*, parue sans nom d'auteur en 1798 : Malthus le supprima dès la seconde. (*N.d.É.*)

rités, de s'en aller : ils sont réellement de trop sur la terre. N'ont le droit de vivre et de s'asseoir au banquet social que ceux qui triomphent dans la lutte pour l'existence.

Ainsi s'accomplira le progrès de l'humanité, réduite naturellement aux « meilleurs », aux plus beaux échantillons de l'espèce. Ainsi se fera, par la suppression des pauvres, l'extinction malthusienne du paupérisme…

Tels sont les ordres impérieux de la nature ; telles sont les lois essentielles et indispensables des sociétés humaines… De tout temps il y a eu, de tout temps il y aura des pauvres et des riches, des faibles et des puissants, des exclus et des favorisés : sans cette inégalité, la société ne saurait subsister…

Après Malthus, c'est M. Hæckel[4], l'illustre professeur de l'Université d'Iéna, qui fait entendre sa voix autorisée. « *Il n'est point*, dit-il*, de doctrine scientifique qui proclame plus hautement que la théorie de la descendance*[5] *que l'égalité des individus est une impossibilité ; qu'elle est, cette égalité chimérique, en contradiction absolue avec l'inégalité, nécessaire et existant partout, en fait, des individus… La réalisation des vœux du socialisme, qui demande pour tous les citoyens des droits égaux, des devoirs égaux, des biens égaux, des jouissances égales, est, purement et simplement impossible. La théorie de Darwin établit, au contraire, que, dans les sociétés humaines comme dans les sociétés animales, ni les droits, ni les devoirs, ni les biens, ni les jouissances des membres associés ne sont et ne pourront être égaux… Les conditions de l'existence sont, dès leur entrée dans la vie, inégales pour les individus : comment notre tâche et les résultats qui en découlent pourraient-ils être partout égaux ?… Tout homme politique intelligent et éclairé devrait, ce me semble, préconiser le darwinisme comme le meilleur contre-poison contre les absurdes théories égalitaires des socialistes… Le darwinisme est tout plutôt que socialiste… Si l'on veut lui attribuer une tendance politique, cette tendance ne saurait être qu'aristocratique. La théorie de la sélection n'enseigne-t-elle pas que, dans la vie de l'humanité, comme dans celle des plantes et des animaux, partout et toujours, une faible minorité privilégiée parvient seule à vivre et à se développer : l'immense majorité, au contraire, pâtit et succombe plus ou moins partout… Seul, le petit nombre élu des plus forts ou des plus aptes est en état de soutenir victorieusement cette concurrence : la grande majorité des concurrents malheureux doit nécessairement périr… La sélection des élus est liée à la défaite ou à la perte du grand nombre des êtres qui ont survécu*[6]*…* »

En d'autres termes, *la défaite est toujours méritée,* parce qu'elle est l'indice d'une défectuosité, d'une infirmité. S'il y a des exploités, c'est qu'ils sont exploitables, c'est qu'ils valent moins que leurs exploiteurs ; c'est qu'ils ont moins de capacité, d'énergie, de ressort.

Tant pis pour les écrasés ! C'étaient des éléments inutiles, nuisibles peut-être, à l'avancement de l'espèce, au progrès collectif. Marqués par la nature au sceau d'une impuissance et d'une stérilité irrémédiables, ils devaient être rangés dans la catégorie des bouches inutiles. Tout donc est pour le mieux dans la meilleure des sociétés !

De ces théories, au ton cruel mais scientifique, à réduire par la faim et par l'abrutissement d'un travail sans merci les revendications gênantes du prolétariat, voire même à pratiquer, de temps en temps, dans ses rangs et pour le plus grand bien de la collectivité, des saignées hygiéniques et salutaires[7], il n'y a qu'un pas, aisément franchi. N'est-ce pas la science qui a parlé, dans son impartialité sereine ?

Émile Gautier

Il n'y a plus, pour les malheureux sans nombre qu'a frappés son verdict, qu'à s'incliner, à se taire, et… à mourir ! Mais, est-il donc nécessaire d'accepter ces conclusions désespérantes dans leur intégralité ? Est-il donc vrai que la misère soit fatale, et que le bonheur du petit nombre des élus doive ainsi, de par des lois impératives, être fait des souffrances et de l'agonie plus ou moins lente de la majorité déshéritée ?

Est-il donc vrai, comme l'enseignent des savants de premier ordre, un peu trop intéressés peut-être dans la solution du problème pour être au-dessus du soupçon

4 Ernst Hæckel (1834-1919), biologiste et philosophe, introducteur de Darwin en Allemagne. (*N.d.É.*)

5 La « théorie de la descendance » désigne les thèses de Darwin exposées dans son livre *The Descent of Man, and Selection in Relation to Sex*, paru en 1871. Traduit d'abord en français sous le titre *La Descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, il a fait l'objet d'une nouvelle traduction en 1999, intitulée *La Filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, rééditée en 2012. (*N.d.É.*)

6 Extrait de *Les preuves du transformisme. Réponse à Virchow*, chapitre VI, « La théorie de la descendance et la démocratie sociale », Paris, 1879, p. 110-113. Le 18 septembre 1877, au congrès des naturalistes de Munich, Hæckel avait pris la parole pour présenter une défense enflammée des thèses de Darwin, laquelle lui valut une réponse du pathologiste Virchow, affirmant que « *le darwinisme* [conduisait] *directement au socialisme* », ce qui équivalait pour lui à les condamner tous les deux à la fois. Hæckel lui répondit à son tour en 1879 par l'ouvrage précité. On se reportera sur le sujet au livre d'Enrico Ferri, *Socialisme et science positive* (1re partie, I, « Virchow et Hæckel au congrès de Munich », Paris, Giard & Brière, 1896), accessible sur internet. (*N.d.É.*)

7 L'économiste allemand Weinhold, disciple de Malthus, n'a-t-il pas sérieusement proposé la *castration d'un certain nombre d'enfants du peuple ? « Ses confrères*, dit Benoît Malon (*Histoire critique de l'Économie politique) en rirent, mais ne s'en indignèrent pas…*» Un autre disciple de Malthus, le docteur G., cité par Proudhon dans ses *Contradictions économiques,* a conseillé l'*avortement* ; un troisième, Marcus, est allé jusqu'à l'*infanticide…* Pourquoi, dès lors, reculerait-on devant l'organisation de l'assassinat en masse ?

de partialité, que toutes nos protestations révolutionnaires, que toutes nos doléances socialistes, soient autant d'attentats de lèse-nature ? [...]

Darwin contre le darwinisme social

Cela posé et compris, le raisonnement des fatalistes aristocrates tombe tout seul. Il ne tient debout, en effet, qu'à la condition de méconnaître ce fait indéniable : *la modificabilité des phénomènes*. L'homme est susceptible d'agir à son tour sur la nature qui, dans des âges lointains, l'a façonné comme une pâte molle, et son action n'est pas impuissante.

Malthus et les économistes, qui ne se font point scrupule de proposer des adoucissements ou des remèdes plus ou moins moraux aux misères sociales, et M. Hæckel lui-même, qui ne croit pas apparemment à la stérilité de ses études et de ses découvertes, ne poussent pas, à ce qu'il semble, le scepticisme et l'inconséquence jusqu'à enseigner que l'intervention de l'homme ne saurait exercer aucune action sur les phénomènes naturels ni sur les lois dont ils relèvent.

plus l'humanité avance, plus elle s'affranchit des fatalités naturelles

Pourquoi donc faire une exception pour la loi de Darwin ? Pourquoi distinguer cette loi des lois mécaniques, physiques, chimiques, etc., dont les effets sont incontestablement modifiables à peu près à notre gré ? Pourquoi refuser aux phénomènes sociaux une variabilité qu'on est bien forcé de reconnaître aux autres ?

Les lois qui dirigent les phénomènes sociaux que l'humanité subit dans son existence n'entravent pas plus sa liberté que la loi de la résistance ou de la chaleur n'entrave la liberté du mécanicien, dit fort justement M. Pierre Laffite[8].

Qui ne sait que la mécanique n'a pris son essor vraiment gigantesque que le jour où les lois découvertes sont devenues précisément les agents les plus considérables de son développement ?

Qui ne sait que la puissance curative de la médecine s'accroît avec l'extension de nos connaissances physiologiques ? De même des lois sociales qu'il n'est pas question de nier ni de repousser, mais d'admettre, au contraire, et de faire tourner à notre usage, ne pouvant les négliger ! Faut-il donc, quand on est malade, écarter les médecins de son chevet, sous le fallacieux prétexte que la maladie est une fatalité naturelle dérivant d'une loi nécessaire ?

N'a-t-on pas observé, au contraire que, sauf peut-être les phénomènes astronomiques, qui sont produits par des forces en trop grande disproportion avec les faibles moyens dont nous disposons, tous les phénomènes naturels deviennent d'autant plus facilement et plus profondément modifiables que leurs lois naturelles ont été mieux connues ?

D'où cette conclusion, que, plus nous serons convaincus de l'exactitude de la loi de Darwin, mieux ses conditions auront été mises en lumière par des chercheurs comme MM. Virchow[9] et Hæckel, plus nous devrons tendre à nous en affranchir, et plus aussi cette entreprise deviendra aisée. Mieux, par conséquent, le socialisme révolutionnaire, qui ne se propose pas d'autre but, s'en accommodera.

Au-delà de la loi de Darwin

Bon gré mal gré, M. Hæckel est, de fait, l'un de nos plus puissants alliés : c'est pour cela, ne lui en déplaise, qu'il pourra lui être beaucoup pardonné. Ce n'est point là, au surplus, une hypothèse gratuite, une théorie purement abstraite. Elle s'appuie sur des faits observés et vérifiables, qui ne peuvent laisser place au doute un seul instant. Nous pouvons cesser de raisonner par analogie et d'emprunter nos exemples à des questions étrangères : sur le terrain même où le débat est posé, les arguments ne nous feront pas défaut.

Nous constatons, en effet, que plus l'humanité avance, plus elle s'affranchit des fatalités naturelles. La réaction contre la nature est proportionnelle au progrès, dont elle est en même temps l'indice le plus significatif.

N'est-ce pas qu'à mesure que l'intelligence et la volonté humaines se développent davantage et prennent une plus grande intensité, leur rôle s'agrandit, leur action s'étend et se fortifie, en même temps que les influences extérieures, rencontrant des résistances plus nombreuses, plus vives et plus durables, sont peu à peu neutralisées ? N'est-ce pas que la modificabilité des phénomènes et des lois est en raison directe du perfectionnement de l'humanité ?

Étant donné les conditions excessivement rudimentaires de son existence, l'homme primitif était hors d'état de contrebalancer les forces naturelles par son jugement et son initiative. Comme les animaux inférieurs, il les subissait humblement, sans conscience et sans révolte.

Alors la concurrence vitale sévissait cruellement et la sélection faisait rage. La loi de Darwin, s'exerçant sans contrepoids, déployait toutes ses rigueurs ; force était bien aux incapables de céder aux plus aptes la pitance et la place au soleil.

C'est en ce sens qu'on est fondé à dire que cette loi implacable a été productrice de progrès. L'émulation salutaire, résultant du malheur même de sa situation et de l'insuffisance de ses moyens de défense, a été le plus puissant stimulant de l'activité de l'homme. Il s'agis-

8 P. Laffite, *Les grands types de l'humanité*, I, Ernest Leroux, 1875, Paris, p. 9.

9 Rudolf Wirchow (1821-1902), médecin pathologiste allemand, amateur d'archéologie et d'anthropologie, il fut membre fondateur et président en 1861 du Parti progressiste allemand, adversaire de la politique bismarckienne. Opposé au socialisme, il n'en fut pas moins un ennemi résolu de l'antisémitisme et du colonialisme. (*N.d.É.*)

sait pour lui d'une question de vie ou de mort. *To be or not to be* : être ou ne pas être !…

C'est sous l'énergique pression des circonstances que l'homme s'est créé une industrie indéfiniment perfectible et indéfiniment perfectionnée, qu'il a fait alliance avec ses semblables contre les difficultés et les dangers communs, qu'il s'est organisé en sociétés, qu'il a fondé enfin toute cette civilisation, pour laquelle tant de générations ont péri à la tâche.

Le docteur Ludwig Büchner dit : « *Ajoutons que ce qui profita surtout à l'homme dans le combat pour l'existence, ce fut que chez lui les connaissances ou l'expérience acquises ne périssaient pas avec chaque individu, mais se transmettaient par l'éducation, la tradition, et que, par suite, chaque génération nouvelle pouvait, dans sa lutte pour vivre, développer une plus grande force de résistance que la génération précédente*[10]. »

Ainsi donc, la sélection naturelle et la concurrence vitale, après avoir été productrices de progrès, sont devenues plus tard, une fois ce progrès parvenu à un certain degré, autant d'obstacles à sa marche ultérieure en avant.

À l'aurore de l'humanité, quand l'homme était encore très voisin de l'animal, c'était grâce à leur action, grâce à la suppression des faibles et à la survivance des « meilleurs », des plus aptes, que la race s'améliorait. Mais, dès que la race, ainsi délivrée de sa passivité initiale, a eu conquis assez de ressort pour agir à son tour, pour raisonner et pour exercer sciemment et librement son action propre, le progrès devait consister, au contraire, à s'en affranchir de plus en plus.

Émile GAUTIER,
Le darwinisme social,
Paris, Derveaux, 1880 (extraits).

10 L. Büchner, *L'homme selon la science*, C. Reinwald et Cie, 1872, p. 310.

Rappels et souscription permanente

Quelques camarades dont l'abonnement arrive à expiration, ne l'ont pas encore renouvelé. Nous leur demandons de bien vouloir se mettre à jour. Depuis sa création en 1925, par Pierre Monatte, *La RP* ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes… C'est grâce à vous toutes et vous tous que *La RP* peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Souscription : Alain BUJARD (69), Edwige DJOURNO (78), Dominique SENIKIES (92), Cali VEGA (52)

Morceaux choisis

« *Charlie* a eu de l'importance jusqu'au moment de l'affaire des caricatures de Mahomet, en 2006. Ce fut un moment crucial : la plupart des journaux, et même certains notables du dessin, se désolidarisèrent d'un hebdomadaire satirique qui publiait ces caricatures au nom de la liberté d'expression. Les uns, par souci affiché du bon goût ; les autres parce qu'il ne fallait pas désespérer le Billancourt musulman. On se serait cru tantôt dans un salon de thé, tantôt dans la réplique d'une cellule stalinienne. Cette absence de solidarité n'était pas seulement une honte professionnelle, morale. Elle a contribué à faire de *Charlie,* en l'isolant, en le désignant, la cible des islamistes. La crise qui suivit éloigna du journal une bonne partie de ses lecteurs d'extrême gauche, mais aussi les hiérarques culturels et les donneurs de ton qui, pendant quelques années, en avaient fait un journal à la mode. Ensuite, son déclin fut ponctué par une suite de nouveaux locaux, tantôt laids tantôt lointains, et qui ne semblaient destinés qu'à faire regretter l'ancien siège de la rue Turbigo, au cœur de Paris, et sa grande salle aux baies vitrées. Les plus sinistres étaient ceux, sur un boulevard extérieur, qui furent incendiés par un jet nocturne de cocktail Molotov, en novembre 2011. Nous nous étions retrouvés par une matinée froide et grise devant ce qu'il en restait […]. […] Nous étions accablés par une violence que nous ne comprenions pas tout à fait et que la société, dans son ensemble, si l'on excepte l'extrême droite pour des raisons et avec des objectifs qui ne pouvaient être les nôtres, refusait de constater. Les responsables étaient inconnus, mais nous n'avions guère de doute sur leurs motivations. [….]

Un soir, Charb m'avait dit dans un restaurant auvergnat qu'il affectionnait : « Si nous commençons à respecter ceux qui ne nous respectent pas, autant fermer boutique. » Puis nous avions continué à boire du rouge en mangeant de la viande et en disant merde aux religions et à la grande peur des bien-pensants que nous sentions monter. Depuis que nous n'éprouvions plus le besoin de prouver quoi que ce soit à qui que ce soit, la conférence du mercredi était d'ailleurs ce moment libre et convivial qu'elle avait cessé d'être à la fin des années Val et pendant la crise qui avait suivi son départ. J'avais une fois de plus senti à l'occasion de cette crise, à quel point le monde de l'extrême gauche était doué pour le mépris, la fureur, la mauvaise foi, l'absence de nuances et l'invective dégradante. Sur ce plan au moins, il n'avait rien à envier à celui de l'extrême droite. Je continue à me demander si, dans ce processus de déformation, ce sont les convictions qui déforment le caractère, ou si c'est le caractère qui déforme les convictions. »



Philippe Lançon, ***Le lambeau***,
Folio/Gallimard, 2019.

Alessia J. Magliacane, *Rosa, Lénine et la Révolution*, L'Harmattan, collection « Ouverture philosophique », 2019, 297 p.



Ce livre tente d'aborder un sujet déjà maintes fois traité : les rapports entre les idées et pratiques de Rosa Luxemburg et de Lénine. L'opposition entre les deux a été récemment rappelée de façon convaincante par un petit ouvrage de Louis Janover, *Le Testament de Lénine et l'héritage de Rosa Luxemburg* (Smolny, 2018).

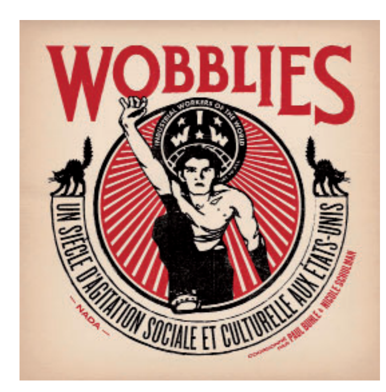
Hélas, on trouve plutôt ici des spéculations idéologiques coupées de tout mouvement réel, et coupées d'une critique historique du léninisme, qui est pourtant incontournable si l'on se préoccupe d'une perspective révolutionnaire d'émancipation des travailleurs par eux-mêmes. La glose universitaire tend à ignorer les divergences fondamentales qui partagent ceux qui se sont revendiqués de la révolution au XXe siècle, en ne prenant pas en compte leurs positions de classe réelles : étaient-ils en pratique du côté d'une révolution émancipatrice, ou du côté de la contre-révolution ? Du côté de la bureaucratie capitaliste d'État, ou du côté des travailleurs d'URSS et d'ailleurs qui étaient opprimés et exploités par un Parti-État ?

Parfois confus, surchargé de citations d'auteurs à la pertinence très variable, le livre néglige ces questions fondamentales, et n'apporte rien de nouveau concernant la pensée de Rosa Luxemburg – laquelle reste pleinement actuelle.

J. C.

♦

Wobblies. Un siècle d'agitation sociale et culturelle aux États-Unis. Bande dessinée coordonnée par Paul Buhle & Nicole Schulman (Nada, 2019)



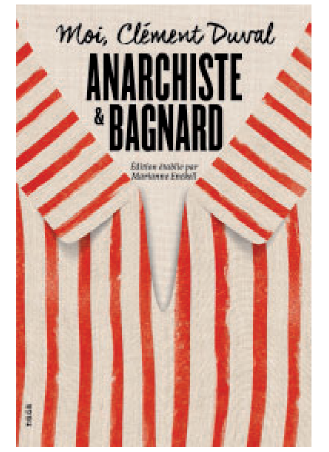
Une histoire des IWW (Industrial Workers of the World) avec de nombreuses BD et des textes explicatifs, des origines à nos jours. Un travail énorme qui balaye tour à tour les grandes figures syndicalistes étasuniennes, Mother Jones, "Big Billl" Haywood, Emma Goldman, Joe Hill, les wobblies Noirs, etc. ainsi que les grandes luttes ouvrières : mineurs, bûcherons, industrie textile (les grèves de Lawrence et de Paterson) puis la terrible répression de 1917...

35 auteurs et autrices ont données une vingtaines de BD qui dépassent rarement quelques pages cadencées par des textes synthétiques de qualité. Relire sur le même sujet ce livre magnifique : *Joe Hill et les IWW : Contre-culture ouvrière et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis* de Franklin Rosemont aux éditions CNT-RP.

François SPINNER

♦

***Moi, Clément Duval anarchiste & bagnard*,** édition établie par Marianne Enckell, Nada, 2019, 288 p.



Anarchiste, fondateur du groupe « La panthère des Batignolles » à Paris − auquel participait une dizaine de personnes dont le menuisier Joseph Tortelier (1854-1925), futur propagandiste de la grève générale − , Clément Duval (1850-1935) s'affirme comme un partisan de la « reprise individuelle ».

Après l'incendie d'un hôtel particulier de la rue Monceau à la suite d'un cambriolage, Duval est arrêté par la police – non sans avoir blessé de huit coups de poignard un des agents venus l'appréhender − lors d'une perquisition chez un recéleur. Duval comparaît devant la cour d'assises de la Seine en janvier 1887. Au mois d'octobre de l'année précédente, il avait déjà proclamé le droit à la « restitution » dans une lettre au journal de Jean Grave, *Le Révolté*. Devant les faits qui lui sont reprochés, il se retranche, durant son procès, derrière un personnage jamais retrouvé mais n'en affirme pas moins : « *À mon point de vue, je ne suis pas un voleur. La nature, en créant l'homme, lui donne le droit à l'existence et, ce droit, l'homme a le devoir de l'exercer dans sa plénitude. Si donc la société ne lui fournit pas de quoi subsister, l'être humain peut légitimement prendre son nécessaire là où il y a du superflu.* »

Condamné à la peine de mort, il voit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité et il est envoyé aux Îles du Salut où il passera quatorze ans, multipliant les tentatives d'évasion et s'affirmant comme un des anarchistes du bagne qui s'acharne, avec quelques autres,

à faire respecter sa dignité dans le pire des contextes possibles. Transféré à Saint-Laurent-du-Maroni, il parvient enfin à s'échapper en avril 1901 à sa dix-huitième tentative : il gagne la Guyane britannique, puis, en 1903 les États-Unis. À New York, il sera accueilli par la petite communauté anarchiste franco-italienne de la ville. Il y finira ses jours auprès de Raffaele Schiavina, dit Max Sartin (1894-1987) et de sa compagne Fiorina Rossi. Le premier avait pris la direction de l'hebdomadaire anarchiste italien *L'Adunata dei Refrattari* (fondé à New York en 1922) en 1928 et l'assura jusqu'à la disparition du titre en… 1971.

En 1903, l'hebdomadaire anarchiste italien de New York *Cronaca Sovversiva* annonce la publication des mémoires de Duval en feuilleton. Elles sont traduites en italien, et adaptées sans trahir son auteur, par l'éditeur du journal, le théoricien anarchiste Luigi Galleani (1861-1931). Le livre complet, *Memorie autobiografiche*, paraît en 1929 à la Bibliothèque de l'Adunata dei Refrattari. Marianne Enckell du CIRA (Centre international de recherches sur l'anarchisme) de Lausanne se voit confier le manuscrit par Sartin en 1980 ; elle l'édite, pour l'essentiel, en 1991 et le réédite aujourd'hui.

À n'en pas douter, Clément Duval est une personnalité importante, bien que longtemps méconnue, du mouvement anarchiste de la fin du xixe siècle et un militant dont la rectitude, la volonté et la fidélité à ses idées sont admirables : c'est lui-même qui répond à un directeur du bagne que « *les hommes conscients, tels que je pensais l'être, étaient comme le verre, cassaient mais ne pliaient pas* ». Pourtant, le même termine ses mémoires en exhortant ses camarades à se faire « *plutôt tuer sur place, couper la tête* » que d'aller au bagne ! Il faut aussi noter que, à la suite de l'affaire Bonnot, Duval reprocha à Jean Grave sa condamnation des « *bandits tragiques* ». Ce dernier l'avait défendu car il connaissait sa sincérité, mais son exemple avait amené voleurs et malfrats à se réclamer de lui pour justifier leur goût du lucre.

Revenons en 1882 et aux membres du groupe anarchiste du XVIIe arrondissement de Paris où se croisent Duval et Tortelier et imaginons que le premier ait mis toute son énergie et sa droiture à défendre, comme le second, l'idée de la grève générale… La postérité et le visage de l'anarchisme auraient-ils été les mêmes ?

L.S

◊

Sur notre blog

https://revolutionproletarienne.wordpress.com

Réédition de Nestor Makhno,
La lutte pour les soviets libres en Ukraine
1917-1921

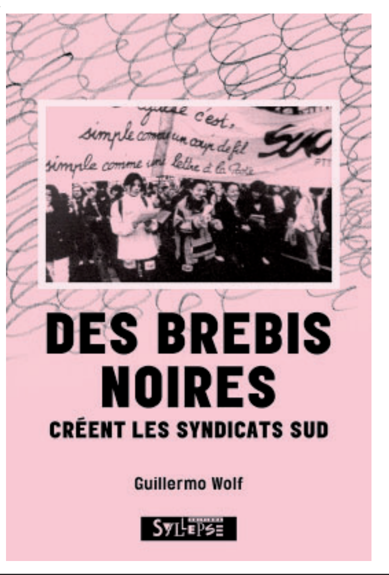
Nos amis publient

Des brebis noires créent les syndicats SUD

Le livre de notre camarade Guillermo Wolf (Solidaires 49), *Des brebis noires créent les syndicats SUD* deuxième ouvrage de la collection *Les Utopiques* à être publié aux éditions Syllepse, est disponible en librairie.

En 1989 le premier syndicat SUD voit le jour aux PTT, en rupture avec une CFDT en plein recentrage. Le titre de cet ouvrage fait référence aux « moutons noirs » fustigés par Edmond Maire, secrétaire général de cette confédération de 1971 à 1988. Ces syndicalistes essaimeront au cours de la décennie suivante dans différents secteurs : santé, éducation, SNCF, etc. pour constituer aujourd'hui une union syndicale singulière dans le paysage syndical hexagonal.

Quelle était la place des femmes et des revendications féministes lors de la création de ces syndicats ? C'est la question à laquelle cet ouvrage tente de répondre.



Les entretiens réalisés dans le cadre de la rédaction du livre viennent d'être mis en ligne sur le site des Utopiques : http://www.lesutopiques.org/des-brebis-noires-entretiens/.

Sur internet

Wahhabisme, violence et corruption en Arabie saoudite

Notre camarade Nedjib Sidi Moussa a lu *L'Arabie des Saoud. Wahhabisme, violence et corruption*, Malise Ruthven (La Fabrique, 2019). On retrouvera son texte en ligne à https://www.middleeasteye.net/fr/decryptages/arabie-saoudite-wahhabisme-violence-corruption

◊

Une histoire de la Libre pensée

Sur Collectif, coord. Louis Couturier, Christian Eyschen, Jean-Marc Schiappa, ***Histoire de la Libre Pensée***, IRELP, 2019

L'IRELP (Institut de Recherches et d'Etudes de la Libre pensée), a édité une *Histoire de la Libre pensée*. En France, pour les militant.es la « Libre pensée » renvoie avant tout à l'évocation d'une organisation laïque : la FNLP (Fédération nationale de la Libre pensée). Cet ouvrage nous rappelle utilement que la réalité est plus polysémique, et donc plus riche. Il prend le parti de définir la Libre pensée ainsi : elle n'est pas une doctrine, mais une méthode.

Qui dit méthode, dit méthode d'explication du monde et de la société : autrement dit, le rationalisme, et en tout cas la démarche d'explication de la réalité sociale et physique sans faire appel à une divinité ni à un texte révélé.

Cela étant, il est nécessaire deux distinguer deux éléments quand on parle de « libre pensée », c'est quelque part le sujet central de ce livre :

- une attitude philosophique et intellectuelle, impliquant la remise en cause des dogmes dominants et des pouvoirs en place ;

- un courant militant organisé, dont on peut dater l'apparition du milieu du 19e siècle même s'il a pris des formes variées depuis.

Le livre en question nous montre le passage – ou plutôt la superposition – entre ces deux dimensions, ce qui l'amène à se centrer plus spécifiquement sur la situation française : la France est un des pays où la libre pensée a pu jouer un rôle majeur, notamment lors de la mise en place d'une laïcisation à peu près complète des institutions (loi de Séparation de 1905). Une Libre pensée dont les thématiques d'action sont fortement imprégnées de la Révolution française.

Un aspect important de l'ouvrage est de faire entrevoir – ce sont plus des moments-clefs qu'une narration continue – les grands débats de la Libre pensée française face aux événements ayant déchiré le 20e siècle et le 21e siècle débutant : une histoire heurtée, pas toujours rectiligne ni glorieuse. Du basculement de nombreux libres penseurs dans l'Union sacrée, en passant par le soutien accordé au Front populaire puis la rupture avec ce dernier, les luttes d'après 1945, concentrées sur la défense de la laïcité scolaire (le fameux slogan « *fonds publics pour l'école publique, fonds privés pour l'école privée* ») et de la loi de 1905, jusqu'à l'indépendance difficilement acquise face au gouvernement «socialiste» de 1981…, le livre se termine sur une note positive et prudemment optimiste, finissant par embrasser le début de l'année 2020. On aurait aimé que les termes de certains débats internes – qui relèvent aussi de débats plus généraux dans le mouvement ouvrier – soient présentés plus explicitement. Ainsi la scission des années 1990, ou même les remous internes plus récents comme lors de la scission du trotskysme « lambertiste », assez bien représenté parmi les « cadres » de la Libre pensée française.

Des éléments seraient aussi à creuser. Par exemple l'entrecroisement entre mouvement ouvrier (notamment l'anarchisme), franc-maçonnerie (républicaine bourgeoise) et travail d'émancipation intellectuelle face aux préjugés de la société bourgeoise (cf. le rôle des femmes libres penseuses) : c'est à peu près la seule organisation qui peut ouvertement revendiquer des sensibilités idéologiques allant de l'anarchisme jusqu'aux républicains radicaux (le pilier de la « gauche » sous la 3e République). Si la séparation « définitive » (sachant que l'Etat capitaliste cherche toujours à intégrer le mouvement ouvrier quand il ne le réprime pas) entre mouvement ouvrier et bourgeoisie prend corps lors de la seconde moitié du 19e siècle et se matérialise dans le sang avec la répression de la Commune, comment analyser une telle conjonction dans une organisation ? Cela est-il porteur de sens et de perspectives ? Une figure comme celle de Ferdinand Buisson, dont le rôle majeur est rappelé y compris dans l'élaboration de la loi de Séparation, semble apporter une réponse affirmative à ces questions ; mais lui-même, n'a-t-il pas basculé dans l'Union sacrée en 1914 ?

Finalement, ce livre apporte d'utiles éclairages, même si bien entendu on peut discuter telle ou telle affirmation. Et surtout – ce qui est sans doute un de ses buts – il donne envie d'en savoir davantage sur cette Libre pensée qui provoque des cauchemars parmi les plus obscurantistes des dignitaires catholiques.

Quentin DAUPHINÉ



60 ans après le serment de Vincennes, que reste-t-il de la bataille laïque pour l'école ?

« *Faites appel à moi quand vous voudrez; dans le cadre de mes possibilités, vous me trouverez toujours uni à votre cause.* » C'est ainsi que Léo Ferré répond à la pétition initiée par le Comité national d'action laïque contre le financement public des établissements scolaires privés. Une telle pétition recueillit près de 11 millions de signatures après une campagne de plusieurs mois, relayée par les syndicats de l'éducation, les partis politiques de gauche et les associations laïques. Le 19 juin 1960, plusieurs centaines de milliers de militant.es venu.es de toute la France se rassemblent à Vincennes, autour d'un court serment qui demande l'abrogation de la loi Debré qui avait permis ce financement public.

Mais cette loi ne fut jamais abrogée. L'unité du mouvement laïque et le nombre important de signataires, ne doivent pas faire illusion : après 1960, d'autres lois sont venues renforcer l'existence d'un secteur privé de l'éducation financé par les pouvoirs publics. D'autres fortes mobilisations ont également eu lieu, mais l'échec de celles-ci fut une constante, en dépit d'efforts de militant.es sincères et très investi.es. Comment peut-on expliquer cet apparent paradoxe ? Plusieurs raisons sont sans doute à mentionner, mais il peut être utile de s'arrêter sur quelques-unes d'entre elles. Tout d'abord, la « galaxie » laïque, unie en façade, connaît de nombreuses divisions, que ce soit entre les organisations et regroupements, ou même à l'intérieur de certaines d'entre elles. On le voit particulièrement dans le syndicalisme de l'éducation, pourtant fer de lance de cette mobilisation laïque. Avant même l'éclatement de la puissante FEN, la question laïque n'est pas si fédératrice entre les différents courants syndicaux. Cela ne date pas seulement des années 1960, mais remonte à l'entre-deux-guerres, où l'affirmation de l'identité laïque, en dépit de militant.es en lien avec *La Révolution prolétarienne* comme Josette et Jean Cornec ou Joseph Rollo, confine souvent à la répétition de simples slogans : dès qu'il s'agissait d'aller un cran au-dessus dans l'action, les divisions s'annonçaient et d'autres questions prenaient le dessus. La forte mobilisation du serment de Vincennes s'est faite dans un contexte similaire : l'unité d'action est présente, avec une profusion d'organisations signataires, mais à la même période, d'autres sujets agitent les consciences : la mobilisation pour la paix en Algérie a créé de nouvelles structures militantes et a modernisé les appareils. On peut même penser que le terrain laïque a pu par certains côtés être un lieu de discussions entre ces regroupements nouveaux, en particulier au sein du SNI et de la FEN, pour aller au-delà de la simple bataille laïque.

De plus, l'apparente unité sur la question ne doit pas cacher les divisions sur la nature même de la laïcité comme principe d'action favorisant l'émancipation. Là encore, les interrogations ne sont pas nouvelles au sein du mouvement syndical et plus largement au sein du mouvement ouvrier. Dès avant 1914, où la laïcité sert de fondement pour le syndicalisme enseignant encore balbutiant et pour la SFIO, les divisions sont présentes : certain.es militant.es estiment que la question laïque est une préoccupation « bourgeoise » qui n'est pas essentielle pour forger une réelle émancipation.

Après le serment de Vincennes, de telles évolutions sont réactivées : certain.es pensent qu'il y est possible de concilier le mouvement social avec des attaches religieuses, d'autres considèrent la bataille laïque comme « vieillotte ». Enfin, l'affirmation plus forte d'identités où le religieux a sa place, renforce le débat sur la place de la laïcité. Pourtant, d'autres questions qui lui sont liées apparaissent plus encore : l'école privée n'est pas seulement un lieu d'expansion des religions, mais c'est aussi un espace favorisant les inégalités sociales. Les plus favorisé.es ont trop souvent tendance à confier leurs enfants aux établissements privés, ce qui renforce les fragmentations sociales. A contrario, cela replace la laïcité dans le champ des rapports de classe, ce qui peut illustrer sa pertinence comme outil d'émancipation sociale. Mais il ne faut pas nier par ailleurs que le modèle universaliste que suppose la laïcité est lui-même de plus en plus interrogé de toutes parts. Les attaques contre le rationalisme et le progressisme vont de pair avec une remise en cause du modèle laïque.

Tout cela ne doit pas pour autant décourager. On peut en effet penser que la célébration du 60e anniversaire du serment de Vincennes, ou toute autre occasion mémorielle, permet de prendre conscience à la fois de l'évolution de la question, d'interroger sa pertinence et de renforcer ce qui permet d'espérer une émancipation sociale pour toutes et tous. Dans ce serment du 19 juin 1960, on trouve cette expression : « *lutter sans trêve et sans défaillance* ». Beau programme pour tout.es les militant.es !

Benoît KERMOAL

Revues



Chroniques Noir & Rouge *(Revue de critique bibliographique du mouvement libertaire)*, n°1/2020, 58 p.

En ces temps numériques de plus en plus envahissants, il est heureux de voir naître une nouvelle revue sur papier dans le sillage des éditions Noir & Rouge. Elle se propose de faire écho à la parution d'un choix de livres publiés par les maisons d'éditions libertaires qui font vivre depuis, souvent, des décennies une pensée critique au-delà de leur seul cadre d'origine, et atteignent désormais un large public avec même, parfois, un écho dans les « grands » médias. Les animateurs de la revue considèrent donc que « le livre demeure une source où l'on aime s'abreuver et partager avec les autres » et qu'il sert à éveiller les consciences en nous faisant « descendre dans la rue ». Plus brièvement, le slogan de la Librairie du Travail de Marcel Hasfeld dans l'entre-deux guerres, un éditeur militant proche de *La Révolution prolétarienne*, était : « *La vie enseigne, le livre précise.* »

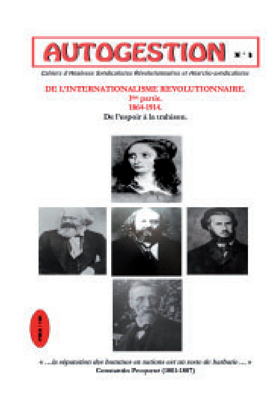
Qu'en est-il de ce premier numéro ?

En 58 pages de format A4 dans une mise en pages agréable et largement illustrée, la revue propose une dizaine d'articles de taille différente, allant de la courte note de lecture de quelques lignes aux articles de plusieurs pages. Parmi les sujets ou auteurs traités, relevons un article sur l'anarcho-syndicalisme défini par José Peirats, l'écrivain William Godwin, un roman méconnu de l'écrivain chilien Manuel Rojas, une « chronique de la fin annoncée de notre monde », ou encore une longue recension du livre de Joël Gayraud, *L'Homme sans horizon* (Libertalia, 2019). Mais le morceau de choix de ce numéro est sans conteste la traduction d'un long article de l'historien britannique Chris Ealham. Né en 1965 dans le Kent, il enseigne depuis 2008 à la Saint Louis University de Madrid. Pour l'instant, on peut lire de lui en français *Barcelone contre ses habitants, 1835-1937 : les quartiers ouvriers de la révolution* (CMDE, 2014)[1]. Son dernier livre est une biographie (non traduite) de José Peirats, *Living anarchism : José Peirats and the Spanish anarcho-syndicalist movement* (AK Press, 2015). Et c'est, justement, de Peirats qu'il s'agit avec l'article publié dans ce numéro, intitulé « L'Hérodote de la CNT : José Peirats et *La CNT dans la révolution espagnole* » sur les origines, la genèse et le destin de la célèbre somme écrite par le militant cénétiste[2]. En exil en France, Peirats, à peine élu secrétaire général du MLE-CNT, propose, avec un ami, Benito Milla, la publication d'une étude historique sur la révolution espagnole. Le projet s'inscrit non seulement dans la préoccupation traditionnelle du mouvement libertaire pour l'histoire et la culture, mais se propose aussi « d'offrir une alternative au dogmatisme de l'histoire falsificatrice officielle [...] fabriquée par des universitaires apologistes de la dictature ». Après maintes difficultés, Peirats publiera trois volumes de cette histoire engagée qui lui « *ouvrit les yeux sur la grandeur de la révolution espagnole* », et dont Noam Chomsky dira en 1969 qu'il la considère comme *« l'étude historique la plus complète de la révolution anarchiste* ». Cet article de Chris Ealham est donc à lire en parallèle des trois volumes de *La CNT dans la révolution espagnole*, en attendant qu'un éditeur francophone nous offre la traduction de sa biographie de José Peirats.

L.S.

♦

***Autogestion* N°3**



Le nouveau numéro de la revue de l'Union locale CNT d'Argenteuil est la première partie d'un historique de l'internationalisme révolutionnaire, jusqu'au déclenchement de la première Guerre mondiale. En une centaine de pages, avec un notable effort de soin, cette revue prend une dimension nouvelle par rapport à ses deux précédents numéros et contribue ici positivement à la formation des plus jeunes.

Contrairement à nos habitudes pour les publications disponibles dans le commerce, précisons que ce numéro est vendu 10 euros frais de port compris par chèque à l'ordre de CNT PTT 95 avec au dos la mention "Autogestion n°3", envoyé à l'adresse : CNT UD 95, Bourse du travail, Espace Nelson Mandela, 82 boulevard du Général Leclerc, 95100 Argenteuil.

S.J.

1 La parution de *Les Anarchistes dans la ville : Révolution et contre-révolution à Barcelone, 1898-1937* est annoncé chez Agone pour cette année

2 Signalons que les éditions Noir & Rouge ont publié les trois volumes de cette somme sur laquelle nous reviendrons dès que possible.

Décédé en 2012 à Nuremberg à l'âge de 68 ans, le théoricien marxiste allemand Robert Kurz reste encore méconnu en France malgré la traduction de plusieurs de ses livres. Du dernier en date, La substance du capital *(L'échappée, 2019), nous reproduisons, avec l'aimable accord de l'auteur et de son éditeur, les premières pages de la préface d'Anselm Jappe qui éclairent le personnage, loin des sempiternelles vedettes universitaires de la pensée de gauche et d'extrême gauche, et le contexte de son œuvre*[1].

NDLR

♦

Le convive de pierre de la critique sociale

Anselm Jappe

Robert Kurz n'était pas venu au monde pour faire plaisir à ce monde, mais pour dire ce qu'il avait à dire. Il était le convive de pierre de la critique sociale, celui qui demande des comptes aux Don Giovanni qui ne l'attendaient pas. Jusqu'à sa mort prématurée en 2012, Kurz a traversé le ciel de la critique du capitalisme comme une comète et a bouleversé maintes habitudes et certitudes de ce monde-là.

D'abord, il n'était pas universitaire, ni lié à aucune des institutions où l'on produit ou diffuse ordinairement le savoir. Il gagnait sa vie en travaillant dans le service d'expédition nocturne d'un journal, après avoir été chauffeur de taxi. Lorsqu'on lui proposait, après le succès de ses premiers livres, un poste d'enseignement (notamment au Brésil), ou une résidence dans quelque collège scientifique, il déclinait l'offre. Tout en étant un orateur brillant et passionné, il n'aimait pas se rendre aux grands colloques et le faisait rarement ; d'ailleurs, les universitaires en général ne se bousculaient pas pour l'avoir à leurs côtés. Il était fier de ses origines populaires et se méfiait de toute mondanité. Il n'est donc jamais rentré dans la pléiade des sempiternelles vedettes de la pensée de gauche comme les Badiou et les Negri, les Zizek et les Balibar.

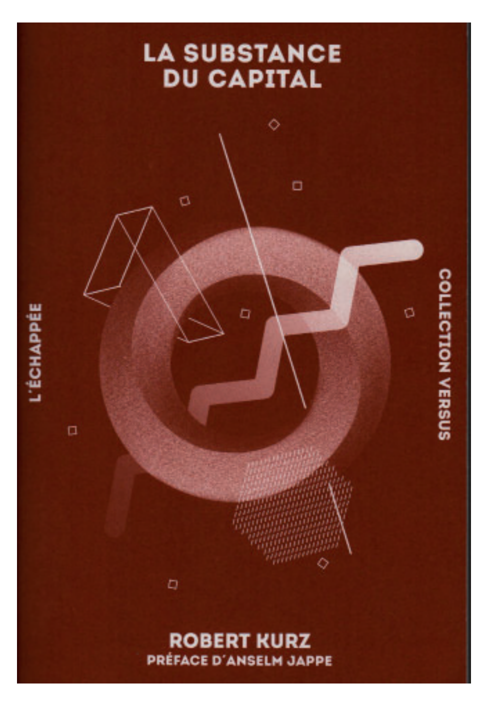
On pourrait dire : c'était ainsi parce qu'il n'avait pas suscité le même intérêt auprès du public. Mais alors il faudrait expliquer pourquoi son gros *Livre noir du capitalisme*, publié en 1999, s'était vendu à près de 20 000 exemplaires en Allemagne et avait été salué par le journal de référence *Die Zeit* comme « la publication la plus importante des dix dernières années » après qu'il eut connu un écho semblable pour *L'Effondrement de la modernisation* publié en 1991.

Ce qu'on lui pardonnait peut-être encore moins que le radicalisme de ses idées, dans le monde universitaire, est le fait de ne pas respecter les frontières entre les disciplines scientifiques, et de passer de l'histoire à la philosophie, de la sociologie à la littérature, de l'économie à l'actualité politique, sans avoir de diplôme en aucun de ces domaines. Son style ne rentrait pas non plus dans les catégories acceptées, même à gauche ; tout en étant très élaboré, et parfois alambiqué, il contenait également des expressions populaires, voire vulgaires, qui auraient rendu irrecevables ses articles pour les revues académiques…

Au surplus, Kurz était un trouble-fête, surtout pour les marxistes, qu'ils fussent « orthodoxes » ou « hérétiques ». Après avoir fait partie du mouvement des étudiants en Allemagne en 1968 et après un bref passage chez les maoïstes (assez paradoxal au vu de son parcours ultérieur), et à la suite de longues années de discussions dans des cercles restreints de la gauche radicale, il fonde avec un petit groupe en 1986 la revue *Marxistische Kritik* – toujours à Nuremberg, où il a passé toute sa vie. L'abattage rapide des vaches sacrées du marxisme traditionnel pour effectuer un retour à la pensée du seul Marx, et encore du seul « Marx ésotérique » (comme nous le verrons plus loin), fait partir plusieurs collaborateurs de la revue, rebaptisée *Krisis* – mais d'autres arrivent (parmi lesquels l'auteur de cette préface). À partir de 1991, les livres de Kurz, autant que ses articles dans la presse, augmentent beaucoup l'audience de ce qui s'appelle maintenant la « critique de la valeur » (*Wertkritik*). Au-delà de l'Allemagne, le Brésil est le premier pays qui s'y intéresse. Mais Kurz ne fait rien pour ménager son public, ni à l'intérieur du groupe qui élabore la critique de la valeur (il faut citer notamment Ernst Lohoff, Peter Klein, Roswitha Scholz, Nor-


Robert Kurz

1 Nous reproduisons aussi dans ce numéro un extrait de l'article de Robert Kurz, « La guerre contre les Juifs » (11 janvier 2009), tiré du recueil *Vies et mort du capitalisme - Chroniques de la crise* (Editions Lignes, 2011).



bert Trenkle, Claus-Peter Ortlieb), ni à l'extérieur. Lorsque explosent les divergences à l'intérieur du groupe sur le fond et sur la stratégie, Kurz, Scholz et Ortlieb fondent en 2004 la revue *Exit!* (qui en est maintenant au numéro 14) et se séparent de nombreux collaborateurs historiques de *Krisis*. Kurz accentue alors le côté « valeur-scission » de sa théorie, c'est-à-dire la dénonciation de la dimension patriarcale de la société marchande et du rôle fondateur de la dichotomie des sexes dans l'établissement d'une société « scindée » en une sphère de la valeur et une sphère de la non-valeur. Il s'engage alors dans des polémiques avec d'autres courants de la critique radicale qui n'attribuent pas la même importance à ce problème. Se reposer sur ses lauriers, élaborer dans les détails une théorie désormais établie pour l'essentiel, fonder une « école » de pensée, n'était pas son genre. Il ne craint pas non plus de se faire des ennemis même parmi ses lecteurs habituels : ainsi, sa défense d'Israël et sa dénonciation de l'antisémitisme, même lorsqu'il est « de gauche », passent souvent très mal. Mais Kurz ne cache jamais ses opinions pour des raisons tactiques, et continue à appeler un chat un chat. Tandis qu'ordinairement chaque théorie cherche à se revendiquer de nobles ancêtres et à se présenter comme l'héritière d'une ligne de pensée importante, Kurz accentuait son iconoclasme : exceptée une partie de la pensée de Marx, peu des faits et des idées de l'histoire occidentale trouvent grâce devant sa critique. Sa condamnation impitoyable des Lumières, et de la pensée de Kant en particulier, qui ont selon lui renforcé les structures de domination, notamment patriarcales, racistes et antisémites, a également été mal reçue par une partie de ses lecteurs. Ses détracteurs à gauche l'accusaient régulièrement de « ne pas offrir de perspective pratique ». Il est vrai que pour lui la théorie ne doit pas être la « servante » de la praxis ni courir après chaque mouvement social ; c'est seulement dans son autonomie qu'elle peut rester vraiment radicale et ouvrir éventuellement la voie à une praxis vraiment radicale. Jusqu'à l'apparition d'une telle praxis, il est dangereux et contre-productif d'attribuer des vertus imaginaires à des luttes sociales qui restent des conflits autour de la *distribution* des catégories capitalistes sans mettre en discussion leur *existence*. C'est la raison pour laquelle Kurz demeurait sceptique envers des mouvements comme *Occupy* ou les « Printemps arabes ». Un de ses derniers textes, presque un testament, s'appelait en effet « Pas la moindre révolution, nulle part »[2].

Cette rigueur et cette fidélité à soi-même n'auraient cependant pas de valeur si elles ne correspondaient pas à une pensée riche en elle-même. Tentons de résumer en quelques pages, de manière nécessairement schématique, la critique de la valeur telle que Kurz l'a élaborée[2] avec les autres auteurs de *Krisis* et d'*Exit!*.

Kurz ne se place dans aucun des courants du marxisme, même « hétérodoxe » (bien qu'une certaine affinité avec la pensée d'Adorno se soit exprimée, surtout dans les dernières années de sa production, *via* la critique du sujet). Il se propose plutôt de reprendre les idées de Marx là où celui-ci les avait laissées. Cependant, il ne s'agit pas de restituer le « vrai » Marx contre les méprises et les falsifications perpétrées par ses suiveurs de tout bord, mais plutôt de distinguer entre un « Marx exotérique » et un « Marx ésotérique ». Le Marx exotérique est celui que tout le monde connaît : le théoricien de la lutte des classes, dont le fondement est la dénonciation du vol de la survaleur par les propriétaires des moyens de production. Le Marx ésotérique se trouve dans une partie bien plus réduite de son œuvre, surtout dans le premier chapitre du *Capital* : c'est le théoricien du fétichisme de la marchandise et de la logique de la valeur. Dans sa partie exotérique, Marx était essentiellement un « dissident du libéralisme », comme le dit Kurz, influencé par l'économie politique anglaise, la pensée des Lumières et la science de son temps, mises au service des revendications d'une nouvelle classe sociale créée par le capitalisme : le prolétariat. Dans ses analyses ésotériques, Marx découvrait un terrain entièrement nouveau et difficile à comprendre – voilà pourquoi il apparaît « ésotérique ». Le Marx ésotérique n'est pas celui qui a « raison » contre le Marx exotérique qui aurait « tort ». Le marxisme traditionnel n'était pas complètement dans l'erreur en se revendiquant de Marx – mais il en donnait une lecture partielle et aujourd'hui dépassée.

Anselm JAPPE

◊

2 Consultable en ligne à l'adresse suivante : www.palim-psao.fr/article-pas-la-moindre-revolution-nulle-part-lettre-ouverte-a-ceux-et-celles-qui-s-interessent-a-exit-ro-108269487.html

Morceaux choisis

« Après l'effondrement du socialisme d'État et des mouvements de libération nationale, qui avaient formulé un programme de développement de rattrapage sur la base du marché mondial, la nature de ce conflit par procuration s'est modifiée profondément. À la place des régimes laïcs de développement, est apparu au Proche-Orient et au-delà un soi-disant islamisme qui n'est constitué comme mouvement religieux traditionnel qu'en apparence. En réalité, il s'agit d'une idéologie de crise culturaliste postmoderne portée par une partie des élites des pays musulmans depuis longtemps occidentalisées – élites qui représentent le potentiel autoritaire de la postmodernité et ont fait leur un antisémitisme européen sans lien avec l'islam. Les segments du capital qui, dans cette région, ont échoué sur le marché mondial ont expliqué que la guerre contre les Juifs était un combat exemplaire contre l'hégémonie occidentale. À l'inverse, l'impérialisme de crise occidental, avec les Etats-Unis à sa tête, a fait de l'islamisme son nouvel ennemi principal, après l'avoir choyé et alimenté en armes pendant la Guerre froide.

Cette nouvelle constellation a conduit à des séismes idéologiques d'une ampleur inimaginable. Le néolibéralisme, avec sa guerre capitaliste pour l'ordre mondial menée contre les « Etats en voie de désintégration » dans les régions de crise et au Proche-Orient, a semblé s'identifier avec Israël. Depuis lors, les courants néofascistes de tous les pays vont main dans la main avec le « mouvement de résistance » islamiste antisémite, même s'ils attisent simultanément des sentiments racistes contre les immigrés en provenance des pays musulmans. Il n'est pas jusqu'à de grandes parties de la gauche mondiale qui n'aient commencé à transférer, sans se poser de question, la glorification du « vieil anti-impérialisme » vers les régimes et les mouvements islamistes. Cela ne peut être caractérisé que comme une décomposition idéologique, car l'islamisme se dresse contre tout ce que la gauche a défendu autrefois ; et il réprime toute pensée marxiste par une répression impitoyable et la torture, punit de mort l'homosexualité et traite les femmes comme des êtres humains de seconde classe. Cependant, là aussi, le responsable, ce n'est pas la religion traditionnelle, mais l'activisme teinté de culturalisme, du patriarcat capitaliste dans la crise (le même activisme se manifeste de façons différentes en Occident). L'alliance rien moins que sainte du « caudillisme » d'un Chavez et de l'islamisme n'est que la ratification, au niveau de la politique internationale, de cette décomposition idéologique qui n'a aucune perspective émancipatrice.

Après le *crash* financier sans précédent dans l'histoire qui s'est produit à l'automne 2008, la constellation mondiale prend un nouveau virage. Il est clair désormais que l'effondrement du socialisme d'État et des régimes de développement nationaux ne fut que le premier aperçu d'une grande crise du marché mondial. Le néolibéralisme est en ruine, et la guerre capitaliste pour l'ordre mondial ne peut déjà plus être financée. Dans cette situation, il apparaît qu'Israël n'a toujours été qu'un pion sur l'échiquier de l'impérialisme global de crise. […] On s'accommode de la guerre islamiste contre les Juifs. C'est pourquoi les tirs de roquette du Hamas contre la population civile israélienne apparaissent comme sans importance ; la majeure partie de l'opinion publique mondiale qualifie d'excessive la contre-attaque d'Israël. Les Palestiniens de Gaza sont, en tant que victimes, identifiés au Hamas, comme si ce régime ne s'était pas imposé dans une sanglante guerre civile contre le Fatah laïc. »



Robert Kurz, « La guerre contre les Juifs » (11 janvier 2009) *in* ***Vies et mort du capitalisme - Chroniques de la crise***, textes traduits de l'allemand par Olivier Galtier, Wolfgang Kukulies & Luc Mercier, Editions Lignes, 2011.

◊

Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue et les syndicats souhaitant recevoir un numéro gratuit nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com, mais ne seront peut-être servis que pour le numéro suivant.



Dernières nouvelles de la confusion

Le groupe britannique *Keep Talking* (littéralement, « garder la parole »), dont un article du *Guardian* (https://www.theguardian.com/news/2020/feb/22/uk-left-activists-at-far-right-events-antisemites-holocaust-deniers) paru en février dernier relate certains des hauts faits, a été fondé il y a quelques années par un négationniste et un animateur du « Mouvement pour la vérité » sur le 11 Septembre. Ayant pour objectif officiel la « défense de la liberté d'expression », il organise des événements et des rencontres rassemblant d'anciens membres du parti travailliste, admirateurs de Jeremy Corbyn, parmi lesquels son propre frère aîné, Piers, des activistes propalestiniens, exclusivement préoccupés par les crimes réels ou supposés de l'État israélien, et des activistes d'extrêmedroite, dont James Thring, « militant pour la paix » auto-proclamé, proche de David Duke (ancien dirigeant du Ku Klux Klan et admirateur de Donald Trump), et connu pour ses campagnes de soutien à Saddam Hussein et à Kadhafi (qu'il a personnellement rencontrés). C'est ce même James Thring qui a affirmé, lors d'un meeting de *Keep Talking* tenu à Londres l'année dernière, qu'aucun Juif n'avait été tué à Auschwitz… Un autre participant aux conférences de l'organisation est l'activiste « antisioniste » américano-israélien, Miko Peled, qui est un partisan d'une totale liberté d'expression pour les négationnistes et les antisémites, mais qui dénie en revanche tout droit à la parole et tout crédit aux « racistes » sionistes, comparés aux nazis et aux supporters de l'apartheid sud-africain…

Nous avons là un nouveau symptôme de la décomposition avancée de la « gauche radicale » dont l'ascension de Jeremy Corbyn à la tête d'un parti travailliste « gentrifié » (et dont la gentrification s'est poursuivie et accélérée en dépit des poses « radicales » de celui-ci) n'a été qu'un symptôme parmi d'autres. Logique clientéliste, abandon de tout idéal socialiste ou communiste, « oubli » de la lutte des classes et du combat contre l'exploitation, identitarisme, double standard à l'égard du sionisme[1] et des autres nationalismes, voire de l'islamisme, défense sans principe d'une liberté d'expression abstraite et d'une paix considérée comme fin en soi (assortie d'une défense du droit inconditionnel des États à persécuter leurs propres peuples), « anti-impérialisme » détaché de tout internationalisme, causalité diabolique unique attribuant tous les malheurs du monde à un acteur particulier, juif de préférence, banalisation du judéocide, noyé dans la masse de tous les crimes mondiaux, indissociable de l'attribution d'un caractère « exceptionnel » aux crimes commis par les différents gouvernements israéliens[2], voilà comment certains « extrêmes » en viennent à se toucher et à composer ce monstrueux cocktail, dont *Keep Talking* n'est que le dernier avatar. La situation en France n'est, en effet, guère plus reluisante. À moins, bien sûr, que tout cela ne soit que purs fantasmes, fruit de l'imagination dérangée et des menées d'un « lobby » bien connu, ou, comme le disait récemment un célèbre député marseillais, « génuflexion devant les oukazes arrogants des communautaristes du CRIF » ? Nous laissons les lecteurs en juger.

X.C.

1 Il y a évidemment une spécificité de l'État israélien par rapport à d'autres États, puisque celui-ci fut d'abord une conséquence de et une réponse à l'antisémitisme, principalement européen, et que le nationalisme juif, sous sa forme sioniste, suppose une immigration (Alya) des Juifs sur le territoire historique du judaïsme. Cette entreprise s'est heurtée au nationalisme arabe ; la solution binationale, défendue par certains sionistes de gauche comme Martin Buber ou Judah Magnes et qui envisageait la cohabitation des Juifs et des Arabes sur un même territoire, a été délaissée au profit de la création d'un État juif. C'est ce même caractère juif qui vaut à cet État ses admirateurs inconditionnels (aveugles aux aspects coloniaux de cette entreprise) et ses détracteurs systématiques (partisans du nationalisme arabe ou islamique, défenseurs de la Syrie et de l'Irak de Saddam, admirateurs du Hezbollah), pour qui le moindre crime commis par l'armée israélienne est cent fois plus grave que tous les crimes commis par l'Iran, la Syrie ou l'Irak.

2 Des arguments contradictoires du type : « les sionistes se comportent comme des nazis » et « les crimes nazis n'avaient rien d'exceptionnel, l'équivalent se produit tous les jours » coexistent ainsi souvent chez les mêmes personnes.

Archives

« Certains affirment que si les musulmans étaient pleinement musulmans, si les juifs étaient pleinement juifs et si les chrétiens étaient pleinement chrétiens, ça irait mieux pour tout le monde. Je n'en crois rien. Je pense que la religion doit rester du domaine privé pour chacun d'entre nous.

Les pratiques et les croyances religieuses répondent vraisemblablement à des besoins plus forts chez certains individus que chez d'autres. En ce qui me concerne, je n'ai pas besoin de pratiques religieuses. Mais tant que les gens en éprouvent le besoin, on ne peut que les respecter. Je ne suis pas opposé à ceux qui veulent construire des mosquées. Ils en ont besoin. Puisqu'il y a des églises et des synagogues sur la voie publique, il est normal que la minorité arabo-musulmane ait ses lieux de prière.

Mais la doctrine commune, c'est la neutralité et la laïcité. Il faut que les musulmans acceptent d'être sincèrement laïques : ils y gagneront. La paix civile et la liberté de chacun sont à ce prix. »

Albert Memmi, « Que les musulmans acceptent d'être sincèrement laïques ; ils y gagneront » (propos recueillis par Hedi Djebnoun, *in* Lucien Bitterlin (dir.), ***L'antiracisme dans tous ses débats***, Arléa-Corlet, coll. « Panoramiques », 1996.

Notre ami Albert Memmi est décédé le 24 mai 2020 à l'âge de 99 ans. Sa notice biographique est disponible en ligne à https://maitron.fr/spip.php?article144446

LETTRE D'AMÉRIQUE

Pandémie, racisme… et Trump

Voilà les trois fléaux auxquels les États-Unis se trouvent confrontés, et chacun rend les deux autres plus dangereux. Je parlerai ici surtout des deux premiers, mais le troisième est toujours là en filigrane. La COVID-19 est nouvelle, mais les graves problèmes de notre système de santé ne le sont pas ; le racisme à l'encontre des Noirs est ancien : il commence avec l'arrivée du premier bateau d'esclaves dans la colonie britannique de Virginie en 1619. L'élection de notre président fascisant et raciste ne date que de 2016 mais les causes profondes de son élection remontent au passé de la nation, à la persistance du racisme.

I.TRUMP ET LA PANDÉMIE

Deux mois avant le début de la pandémie en Chine, le gouvernement Trump a mis fin à un programme d'alerte précoce de 200 millions de dollars. Le 20 janvier, les États-Unis et la Corée du Sud ont chacun signalé leurs premiers cas de coronavirus. Au moment où j'écris, la Corée du Sud compte un peu moins de 11 700 cas de la maladie et 275 décès. Les États-Unis ont maintenant plus de 2 000 000 cas de COVID et près de 115 000 morts. Pourquoi cette différence entre ces deux pays ? « *La Corée du Sud est gouvernée par des adultes responsables et les États-Unis ne le sont pas.* » [1]

En janvier et février, Trump ignore les avertissements alarmants de nos agences de renseignement concernant la pandémie, refusant de croire à la réalité de la menace et bloquant les préparatifs nécessaires. En février, il affirme : « *Elle va disparaître. Un jour, c'est comme un miracle, elle disparaîtra.* » Fin février, contredisant ses propres responsables de la santé, il vante son gouvernement, « *magnifiquement organisé* » et « *totalement préparé* » pour lutter contre le virus. Par la suite : « *Personne n'aurait pu prévoir ça !* » clame-t-il, sans craindre le ridicule, pour encore changer de message après : c'est la faute à la Chine !… à l'OMS ! Et il supprime notre contribution à son fonctionnement. Lorsque la pandémie fait rage, il médite à la télévision sur les avantages de s'injecter du Lysol (ingrédient principal, peroxyde d'hydrogène) et vante la chloroquinine comme préventif.

Enfin, à la mi-avril, Trump agit ! Songeant à l'économie avant tout, il nomme son beau-fils Jared Kushner et son épouse au « Council to Re-open America ». Le couple, hautement qualifié, saura juger le moment où la pandémie sera suffisamment maîtrisée pour qu'on puisse reprendre le cours normal de l'activité économique : Kushner est dans l'immobilier et Ivanka vend sa marque de vêtements.

J'avais dit dans une de mes premières Lettres que pour comprendre les États-Unis, il est important de garder à l'esprit que c'est une fédération de cinquante États, un pays beaucoup moins centralisé que la France. Pourtant, avec la crise pandémique, il faut bien, pour combattre la maladie, avoir un plan national et coordonné. Or, après des mois où le Parrain a traité la pandémie de « *canular inventé par les Démocrates pour me faire mal voir* », nous avons eu droit au spectacle des gouverneurs de différents États entrer en concurrence pour obtenir du gouvernement fédéral et même de certains pays étrangers l'équipement sanitaire essentiel[2]. La méfiance de Trump à l'égard de la science (au cours de ses trois années de mandat, il n'a pourvu que 39 postes scientifiques sur les 83 à pourvoir dans le secteur public et son négationnisme en matière de changement climatique est bien connu), sa tendance à croire aux théories du complot, à renforcer les clivages politiques plutôt qu'à tenter d'unifier le pays, ont fait des États-Unis le champion du monde… du nombre des victimes de la COVID-19.

La devise de ce gouvernement pourrait bien être celle du général José Millán Astray[3] en 1936 : « *¡Abajo la inteligencia! ¡Viva la muerte!* »

La pandémie a mis à nu les disparités économiques et la faillite de notre système de santé. Les milliardaires se retirent sur leurs yachts, ayant augmenté leur fortune de 565 milliards de dollars depuis la mi-mars, les gens qui ont un travail intellectuel bien ou assez bien payé peuvent travailler chez eux sur leur ordinateur tandis que des millions de travailleurs mal payés, dont 10% n'ont aucune assurance maladie, occupent des emplois manuels comme commis d'épicerie ou livreur, avec un plus grand risque d'infection ; *idem* pour les aides-soignant(e)s, également mal payé(e)s, qui doivent continuer à se présenter au travail au risque d'être infecté(e)s et doivent, souvent, se rendre à leur travail en empruntant les transports publics.

Rappelons qu'en Amérique, l'assurance maladie est liée à l'emploi : perdre son emploi veut dire perdre son assurance. Nous avons plus de 20 millions de chômeurs, la plupart créés par le confinement – mesure de dernier recours contre la COVID prise par les villes et les États après l'inaction de Washington ; on peut imaginer ce que cela veut dire pour eux au milieu d'une épidémie.

Les inégalités se renforcent. Même lorsque le Congrès est intervenu pour éviter le pire, le plan de sauvetage pour parer aux effets économiques désastreux liés à la COVID a accordé aux riches et aux grandes entreprises une réduction d'impôts de 200 milliards de dollars, soit cinq fois plus que les 42 milliards destinés aux programmes de protection sociale, bien plus que les 180 milliards accordés aux hôpitaux et aux soignants et que les 150 milliards d'aide accordés aux gouvernements des États et aux collectivités locales en première ligne de cette crise.

La pandémie a aggravé les disparités raciales. Il y a, proportionnellement, bien plus de Noirs que de Blancs parmi les millions de travailleurs mal payés qui occupent les emplois dont il est question plus haut. Près de 23% des personnes décédées de la Covid-19 aux États-Unis sont noirs alors que les Noirs ne représentent qu'environ 13% de la population américaine. À Chicago, la moitié des cas de COVID-19 sont noirs, comme le sont 72 % des personnes mortes du virus, alors que moins d'un tiers de la population totale de la ville est noire. Dans les quartiers noirs, même avant le meurtre de George Floyd on entendait : '*'If the police don't get you, the pandemic will*' – « *Si c'est pas la*



À droite : DON'T LOOK AWAY (*Ne détourne pas les yeux*) ; en bas, à gauche : No justice no peace. Defund the police. (*Pas de justice, pas de paix. Coupez les fonds de la police.*) [Photo Mme Ball]

police, le virus t'aura »).

II. RACISME, POLICE, ET SOCIÉTÉ CIVILE

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre la rage des Noirs et pourquoi ce meurtre a tant secoué les États-Unis d'abord, où plus de 400 villes ont manifesté contre la violence policière et l'injustice faite aux Noirs – manifestations qui en sont à leur troisième semaine au moment où j'écris – et qui ont enflammé ensuite d'autres pays : le racisme, une police violente, ne sont pas limités aux seuls États-Unis. Cette colère se comprend dans le contexte de la vieille inégalité économique et sociale qui perdure dans la population noire[4] et surtout dans le contexte d'une longue liste d'homicides semblables, les uns plus choquants que les autres, sans que personne soit jamais condamné pour ces crimes. Le 13 mars, par exemple, Breonna Taylor, 26 ans, aide-soignante, est tuée dans son lit par des flics à Louisville, dans le Kentucky. Aucune enquête[5]. Son cas est devenu célèbre seulement deux mois plus tard, après l'assassinat de George Floyd qui, lui, a eu la « chance » d'avoir son agonie filmée[6].Partout dans le pays des chefs de la police ont aussitôt dénoncé l'officier principalement responsable de ce meurtre ; lui et ses trois collègues témoins de l'assassinat ont été aussitôt limogés. (Notons qu'il y a environ 18 000 services de police aux États-Unis, dont le fonctionnement dépend entièrement de chaque ville.) Durant les longues journées qui ont suivi à Minneapolis la mort de George Floyd, aucune arrestation, aucune inculpation. Les manifestations à Los Angeles, à New York, à Minneapolis, à Philadelphie, à Washington et ailleurs tournent à l'émeute : on allume des incendies, on pille des magasins…

Que penser de ces émeutes ? En 1967, Martin Luther King, cet apôtre de la non-violence, condamne les émeutes qui ont éclaté dans beaucoup de communautés noires à la fin des années 60, les qualifiant de « *socialement destructrices* » et vouées à l'échec. Mais il ajoute des mots qui valent, il me semble, non seulement pour l'Amérique, mais aussi pour la France de ces dernières années[7] :

« *Une émeute est le langage de ceux qui ne sont pas entendus*[8]. *Et qu'est-ce que l'Amérique n'a pas entendu ? Elle n'a pas entendu que la situation des Noirs pauvres s'est aggravée ces dernières années. Elle n'a pas entendu que les promesses de liberté et de justice n'ont pas été tenues. Et elle n'a pas entendu que de larges segments de la société blanche sont plus préoccupés par la tranquillité et le statu quo que par la justice, l'égalité et l'humanité. Ainsi, les étés d'émeutes de notre nation sont causés par les hivers de retard de notre nation. Et tant que l'Amérique retardera la justice, nous aurons ces récurrences de violence et d'émeutes encore et encore. La justice et le progrès social sont les garants absolus de la prévention des émeutes.* »

Par la suite, cela se déroule selon un scénario bien connu en France : la violence est réprimée avec violence, la non-violence aussi est réprimée avec violence, et dans de nombreuses villes, des manifestations contre la violence policière sont accueillies par une violence policière accrue qui devient un sujet d'opprobre dans de nombreux pays. Les manifestants font généralement face à une police en tenue anti-émeute et l'équipement quasi-militaire de la police est de plus en plus ressenti comme une provocation. Slogan scandé dans des manifestations pacifiques : « *Take. Off. The riot gear. There ain't. No. Riot here.*[9] »

Ce n'est pas le cas partout. En réalité, les réactions policières sont extrêmement diverses : à Houston (Texas), la ville de George Floyd, le chef de la police *8*, mettant un genou en terre en signe de solidarité avec les manifestants, geste très connu depuis 2018 lorsque le *quarterback* noir Colin Kaepernick se mettait sur un genou pendant l'hymne national avant chaque match de foot américain de la NFL[10] pour protester contre la violence faite aux Noirs. À Minneapolis, un policier noir s'est agenouillé par solidarité avec les manifestants, de même que le chef de la police d'Atlanta en Géorgie.

Quant à Washington… On connaît la séance photo de notre Tartuffe fascisant, précédée par le gazage et le tabassage de manifestants paisibles et de journalistes dans un parc près de la Maison Blanche pour qu'il puisse parader à pied jusqu'à une église et brandir une Bible. Le jour même, il menace de déployer les forces armées contre les manifestants, « *des voyous* » et « *des terroristes d'extrême gauche* » (alors qu'il avait qualifié de « *good people* » les protestataires armés qui avaient envahi le bâtiment de la Législature du Michigan)[11]. Cette farce sinistre a été condamnée par l'évêque épiscopalien de Washington et d'autres religieux éminents, par l'amiral Mike Mullen, ancien chef d'état-major des armées, et surtout par James Mattis dans un article cinglant publié le lendemain, particulièrement intéressant : celui qui le signe est un général décoré des Marines, Ministre de la défense du gouvernement Trump de 2017 à 2019. Son résumé de la situation, véritable appel à la résistance, mérite d'être cité longuement[12].

Les manifestations paisibles s'étendent et s'amplifient. Des milliers de Blancs rejoignent les Noirs – dont Mitt Romney, le candidat Républicain contre Barack Obama en 2012. Dans ma petite ville, la cheffe de la police *took a knee* et les centaines de jeunes manifestant(e)s en colère devant le commissariat se sont

calmé(e)s ;[13] *Idem* dans les villes voisines de Springfield (170 000 habitants), Easthampton (16 000) et Holyoke : dans cette ville post-industrielle[14], les organisatrices, deux Latinas, ont expliqué aux manifestants comment rester en colère, mais sans violences. On scande : « *George can't breathe, so we scream !* »[15] Fait extraordinaire, le chef de la police a demandé aux organisatrices s'il pouvait participer à la marche vers le poste de police. Ensuite, il a distribué aux manifestants quelques boîtes de masques. À un moment donné, toute la foule *took a knee*, observant, genou à terre, un silence de 8 minutes 46 secondes, le temps qu'a duré l'agonie de George Floyd. Une des organisatrices a fait part d'une liste de revendications au service de la police. Pas de confrontation. Scènes semblables dans l'État voisin du Connecticut, où le gouverneur déclare fièrement :« *It's the Connecticut way.* »[16] Dans le New Hampshire, notre voisin au nord, le gouverneur annonce qu'il a toujours autorisé les manifestations, même quand elles étaient dirigées contre lui. De l'autre côté du pays, à San Francisco, mes petits-enfants, Jakob (15 ans) et Ayva (17 ans), ont participé à leur première manifestation, organisée par une lycéenne latina de leur quartier âgée elle aussi de 17 ans. Entre 20 et 30 000 personnes selon les médias, très jeunes pour la plupart. « *C'était paisible et joyeux* », dit Ayva.

Pour le moment, ces manifestations nombreuses et massives semblent efficaces.

D'abord un petit événement qui a pourtant une place significative dans cette « guerre des cultures » très américaine. Le 5 juin, après que des joueurs vedettes de la NFL eurent produit un montage vidéo demandant à la Ligue de s'attaquer au racisme systémique[17], le commissaire de la NFL, Roger Goodell, a déclaré qu'il s'excusait de ne pas avoir écouté les préoccupations des joueurs afro-américains et qu'il soutenait leur droit de protester pacifiquement. Trump, comme d'habitude, s'est mis à tweeter sa rengaine d'il y un an : qu'il était irrespectueux de s'agenouiller pendant l'hymne national, que c'était un manque de respect envers le drapeau. Le drapeau, la Bible dans sa séance photo – des symboles forts dans la « guerre des cultures », le foot américain aussi. En 2018, beaucoup de spectateurs avaient hué Kaepernick et ses camarades ; le *quarterback* n'a pas eu de contrat l'année suivante. Trump avait gagné, semblait-il. Et voilà maintenant que le commissaire Goodell, dont la position dépend des richissimes propriétaires des équipes de la Ligue, déclare, en réponse au président, que la NFL encourageait (!) les footballeurs à parler pour dénoncer l'injustice.

Les policiers responsables du meurtre de George Floyd ont tous été inculpés maintenant et Derek Chauvin, le flic assassin, attend son procès en prison. Le chef de la police de Louisville a été licencié : après le cas Breonna Taylor, des policiers ont tué David McAtee, un manifestant qui tenait un stand de barbecue. Des enquêtes sont en cours sur les meurtres de McAtee et de Breonna Taylor. Certaines villes mettent rapidement en place des mesures pour réformer leur police, y compris Louisville, qui a suspendu l'utilisation des mandats « sans toc »[18]. Des changements de pensée et de comportement impensables hier se produisent maintenant, et rapidement. Il y a une forte pression sur les villes pour qu'elles transfèrent une partie importante des fonds affectés à la police dans les services sociaux. C'est à peu près ce qui vient d'arriver dans ma ville de Northampton. Et le conseil municipal de Minneapolis vient de promettre qu'il démantèlera le département de la police pour créer une institution nouvelle au service de la communauté.

La partie n'est pas gagnée, loin de là. Le racisme a des racines profondes dans le pays, Trump, dont l'instinct est de réprimer durement et violemment, est toujours soutenu par sa « base » fanatique. Robert Reich résume bien la situation actuelle : « *L'histoire nous enseigne que les protestations de masse contre l'oppression peuvent conduire soit à la libération, soit à une répression brutale.* »

Bien que le taux d'approbation de Trump soit au plus bas, l'angoisse monte. Voter pendant une pandémie n'est pas évident et pour Trump, pas question de voter par correspondance. Les experts craignent l'ingérence russe : campagne de désinformation sur les médias sociaux, piratage des machines de vote électroniques. Une journaliste sérieuse[19] a même posé la question, aussi impensable hier que les changements positifs mentionnés plus haut : « *Serons-nous libres de voter ?* »

David BALL

Notes

1. Michael Cohen, chroniqueur au *Boston Globe*. À ne pas confondre avec son homonyme, l'un des malfrats au service de Trump qui a plaidé coupable de divers chefs d'inculpation, y compris de mensonge au FBI. Condamné à trois ans de prison, il a été libéré par William Barr, l'Attorney General (Garde des Sceaux) nommé par Trump et qui semble de plus en plus son avocat personnel plutôt que le ministre de la Justice.
2. Le pays est devenu « *un navire à cinquante gouvernails dont le capitaine dort ou a abdiqué*. » - John Cassidy, *The New Yorker*.
3. Idéologue fasciste, proche de Franco.
4. Voir « Les États-Unis en Noir et Blanc », *RP*, septembre 2014.
5. Le compagnon de Breonna, pensant qu'ils étaient des cambrioleurs, leur a tiré dessus. C'était suffisant pour le procureur. Aucune action en justice n'a été entreprise.
6. Cela s'est passé en plein jour et son agonie a duré presque 9 minutes. Si mes sources sont exactes, celle d'Adama Traoré a duré huit minutes aussi,mais personne ne l'a filmée.
7. Dans son discours « L'autre Amérique.
8. Plus concis dans l'original : "*A riot is the language of the unheard.*"
9. Littéralement (mais le rythme et la rime sont perdus) : « *Pas d'équipement anti-émeute / Y a pas d'émeute ici.* »
10. National Football League.
11. On songe aussi à sa sympathie il y a deux ans pour les Nazis qui avaient envahi Charlottesville, qualifiés de « *braves gens*».
12. James Mattis : « *J'ai suivi les événements de cette semaine, en colère, consterné. Les mots Equal Justice Under Law sont gravés sur le fronton de la Cour suprême des États-Unis. C'est précisément ce que les manifestants réclament. C'est une demande saine et unificatrice. Nous ne devons pas nous laisser distraire par un petit nombre de contrevenants. Les protestations sont définies par des dizaines de milliers de personnes de conscience qui exigent que nous soyons à la hauteur de nos valeurs. Lorsque j'ai rejoint les forces armées j'ai fait le serment de soutenir et de défendre la Constitution. Jamais je n'aurais pu imaginer que des militaires prêtant ce même serment se voient ordonner de violer les droits constitutionnels de leurs concitoyens – et encore moins d'offrir une séance de photos bizarre au commandant en chef élu, avec les dirigeants militaires à ses côtés. Nous devons rejeter toute idée que nos villes sont un « espace de combat » que nos militaires en uniforme sont appelés à « dominer »*. [*Battlespace*, mot de l'actuel ministre de la Défense ; dominate, de Trump. Mattis rappelle ensuite que la devise américaine *In unity, there is strength* – la force est dans l'union – fut citée aux troupes américaines avant le débarquement en Normandie et il continue dans cette veine. - DB.] *Nous devons faire appel à cette unité pour surmonter cette crise. Donald Trump est le premier président de mon vivant qui n'essaie pas d'unir le peuple américain – il ne prétend même pas essayer. Ce qu'il veut, c'est nous diviser. (. . .) Nous pouvons nous unir sans lui, en nous appuyant sur les forces vives de notre*

société civile. Ce ne sera pas facile, comme ces derniers jours l'ont montré, mais nous le devons à nos concitoyens, aux générations passées qui ont versé leur sang pour défendre nos valeurs, et à nos enfants. »

13. Trois jours plus tard, 4 500 manifestants ont rempli le centre-ville. Beaucoup de lycéens de la ville et des jeunes des villes voisines pour la plupart. Des voitures de police, y compris la police de l'État (state troopers) étaient présents mais discrètement, loin du centre. Leur présence a été quand même vertement critiquée par les protestataires après coup. La ville a acquis une célébrité dont elle serait bien passée peu après : un lieutenant de la police avait dit que si un seul hamburger pourri était servi à MacDonald, on ne fermerait pas le restaurant pour autant. En rapportant ce propos, un satiriste à la télé a ajouté que ça vaudrait certainement une inspection des services de santé et que s'il y en avait beaucoup, des burgers pourris, le restaurant serait bel et bien fermé.

14. Voir le dernier numéro de *La RP*.

15 « *George ne peut pas respirer, alors on crie !* »

16. « *C'est comme ça qu'on fait dans le Connecticut.* »

17. Bien que 68% des joueurs dans la National Football League soient noirs, il n'y a que cinq entraîneurs (*coaches*) noirs parmi les 32 équipes de la ligue. Le rôle du coach est plus important dans le football américain que celui d'entraîneur dans le football mondial. On attribue le succès éclatant des New England Patriots pendant cette décennie autant à son coach qu'à son quarterback, la position la plus importante de l'équipe.

18. Le mandat « sans toc » donne aux policiers le droit d'entrer sans frapper et sans porter leur uniforme.

19. Sue Halpern, qui couvre la Maison Blanche pour le *New Yorker*.



Sur les balcons, 1er mai 2020

□ Nouvel abonnement – □ Réabonnement (23 euros)

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom……………………………………………………………… **Prénom**…………………………………………

Adresse………………………………………………………………………………………………………

Pour l'abonnement, je règle :………………………………………………………………………**23 €**

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : ……………………… **€**

Total : ……………………… **€**

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue)